

La Rénovation

**Primaires
Renouvellement
Parité
Diversité**



SOMMAIRE

p.2

► **Discours de Martine Aubry**

p.6

► **Conseil national du 8 juin :
extraits des interventions**

p.13

► **CAHIER CENTRAL
DE LA CONVENTION**

Mode d'emploi p.14

Introduction d'Arnaud Montebourg p.15

Texte soumis au vote des militant-e-s p.19

p.25

► **Suite des interventions du Conseil national**

p.33

► **Inscription pour les universités d'été
de La Rochelle 2010**

P.36

► **BULLETIN DE VOTE DU TEXTE
DE LA CONVENTION**

Discours de Martine Aubry

Première secrétaire du PS



« En 2012, nous ne voulons pas seulement succéder à la droite, nous voulons changer la France. Pour nous, gagner dans les urnes, c'est gagner par le projet. Une économie du bien être, une société du respect, une République citoyenne, une Europe forte dans un monde juste – tels sont les piliers de la maison France que nous voulons bâtir.

Nous avons tiré les leçons de l'échec du néolibéralisme dans le monde et du Sarkozysme dans notre pays. Nous avons lancé collectivement cet immense projet socialiste sur lequel nous travaillons et qui,

nous l'espérons tous, sera la colonne vertébrale du programme de la gauche que nous préparons pour 2012.

Mais, nous, hommes et femmes de gauche, nous savons qu'il n'y a jamais dans la conduite de la nation, de succès et d'avancées si celles-ci ne s'accompagnent pas d'un nouveau souffle pour la démocratie. Je crois qu'il ne faut pas oublier que chaque fois que les citoyens ont accordé leur confiance aux idées socialistes, aux valeurs progressistes, ils ont en même temps accordé leur confiance à des militants de la démocratie, à des militants de la modernisation de l'action publique. Léon Blum, en 1936, Pierre Mendès France en 1954, François Mitterrand en 1981, Lionel Jospin en 1997, tous l'ont affirmé avec force : la droite veut concentrer le pouvoir, la gauche veut le partager, et cela doit rester une ligne forte pour nous-mêmes.

La démocratie jusqu'au bout, chère à Jaurès, est dans le fond le fil continu de notre histoire et le ciment de notre identité. Jusqu'au bout pour la fin des inégalités, pour la conquête des libertés, voilà ce que nous défendons, notamment dans les institutions, de l'État aux collectivités locales, au Parlement, et même dans les entreprises, dans les médias. Cela est notre force.

Or, il faut bien le dire aujourd'hui, nous en sommes tous témoins, nous le disions d'ailleurs après les élections, la démocratie ne va pas bien. Le scepticisme la mine. Jamais les informations n'ont été aussi nombreuses et jamais nos concitoyens n'ont eu autant de mal à se faire une opinion.

En même temps, ils ont la soif d'apprendre, la soif d'être auprès de nous, de se mobiliser, d'intervenir dans la société. Tous les élus locaux connaissent bien ces aspirations, car ils voient les Français jour après jour.

La dépolitisation gagne également du terrain. Cela se voit par l'abstentionnisme : 50 % de votants aux élections régionales, 40 % aux élections européennes. C'est le cas dans toutes les social-démocraties, dans toutes les démocraties même, mais ce n'est pas une raison pour nous en satisfaire.

Cela se produit quand les Français, quand les citoyens, ne se retrouvent pas dans le discours politique. Dans le fond, quand le spectacle tend à prendre le pas sur le débat, quand les slogans sont plus importants que les idées, quand le zapping est plus important que la réflexion critique, la démocratie recule.

Si nous ne soignons pas notre démocratie, nous avons un risque de coup de tonnerre collectif, de montée des extrêmes et de tous les anti. Nous le voyons déjà dans certains pays européens avec la violence des revendications, la radicalisation des mobilisations, le repli identitaire, l'enfermement, le communautarisme, le nationalisme. Tout cela va à l'encontre d'une démocratie et d'une République.

Dans notre pays, depuis huit ans, le pouvoir et aujourd'hui Nicolas Sarkozy, chef de l'UMP et chef de l'État, n'ont eu de cesse d'abîmer le pacte républicain et de fragiliser les contre-pouvoirs. Dans l'omniprésidence et l'omniprésence de Nicolas Sarkozy, les conseillers de l'Élysée ont plus de puissance que le Premier ministre ou que ses ministres, le Parlement est méprisé, les collectivités locales asphyxiées, la justice reprise en mains, les partenaires sociaux négligés, on le voit d'ailleurs ces jours-ci, et les médias sont sous pression, nombre de groupes industriels, financiers, ayant la mainmise sur eux et travaillant en symbiose étroite avec l'exécutif.

Pire, en vue de 2012, la droite mise sur une stratégie de tension en opposant les Français les uns aux autres, en attisant les peurs, en ignorant les mobilisations populaires comme c'est le cas actuellement pour les retraites.

Aujourd'hui, comme hier, la rénovation de la démocratie française et celle du Parti socialiste sont donc intimement liées, c'est en tout cas ma conviction. Nous sommes aujourd'hui dans la nécessité d'avancer encore pour faire gagner la gauche en 2012, pour donner une crédibilité à ce projet social écologique que nous préparons pour la France.

Bien sûr, rien ne se fera sans une refonte en profondeur de nos institutions. Bien sûr, et nous y travaillons, le projet socialiste ne peut pas garder un système qui présente tous les défauts du présidentialisme et qui ne s'appuie sur aucun des avantages du parlementarisme. Il faut donc réfléchir

sur nos institutions, le débat est déjà lancé, nous aurons évidemment des propositions au cœur de notre projet.

Mais pour que les Français nous fassent à nouveau confiance, une étape me semble indispensable. Rénovation bien ordonnée, commence, par soi-même. Or, il est difficile de porter la démocratie en France si nous ne sommes pas aptes à la porter avec encore plus de force dans notre parti.

La multiplication des promesses non tenues, l'absence cruelle de résultats en matière économique et sociale ont dévalorisé la parole politique.

À nous, socialistes, de lui redonner crédit. Comment ?

En affirmant d'abord des valeurs, des principes, des solutions. C'est le travail de notre projet. Mais si nous voulons aussi être crédibles, tenons nos promesses. Si nous tenons promesse dans notre parti, nous tiendrons nos promesses après pour le pays, les Français le savent.

Lors du congrès de Reims, nous avons tous parlé de la rénovation, avec beaucoup de trémolos dans la voix, chacun y croyait. Maintenant il faut la faire, car il n'y a pas les textes dont on parle dans les congrès, dans les soirées, et puis la réalité de ce que nous voulons quand cela s'applique à nous. Ensemble, il nous revient de concrétiser nos engagements.

La rénovation, c'est d'abord faire passer la discussion sur le projet avant la sélection des personnalités. C'est pourquoi nous proposons dans le texte qui sera soumis aux militants une Convention extraordinaire sur le projet au printemps 2011, après la bataille des cantonales et avant le processus des primaires présidentielles.

De quoi s'agit-il ? Certains m'en ont parlé avec force et m'ont convaincue : il nous faut, avant de choisir nos candidats, être capables de tirer toutes les conséquences des quatre grandes Conventions, des Forums des idées dans lesquels nos militants auront travaillé avec la société civile pour pouvoir présenter un projet cohérent sur lequel devront s'appuyer les candidats à la présidentielle.

La force c'est le projet, la force c'est la ligne politique, rien n'est pire que des petits arrangements ou des consensus, il nous faut donc, comme nous savons le faire démocratiquement, être capables, au printemps, de porter le projet des socialistes sur lequel s'appuieront nos candidats aux primaires et, finalement, notre candidat à la présidentielle.

La rénovation, c'est aussi mettre en œuvre des primaires populaires pour désigner notre candidat à l'élection présidentielle à l'automne 2011. Vous le savez, à l'UMP, le corps électoral, c'est le candidat, et l'urne se trouve en général dans le bureau du président de la République. Nous, nous sommes un parti démocratique, nous avons

l'habitude de débattre, en général pour le meilleur, parfois cela dérape un peu. Mais moi j'aime ce parti démocratique où les militants travaillent sur les idées, font remonter la quotidienneté de ce que vivent les Français, et nous disent aussi comment les Français nous voient dans notre fonctionnement.

Aujourd'hui, nous préparons des primaires et nous aurons sans doute l'intelligence collective de discuter ensemble sur le projet et sur l'environnement politique. Quand j'entends certains commentateurs nous dire que l'unité, et je dirai même peut-être la fraternité, retrouvée entre les socialistes serait en train de tuer dans l'œuf les primaires, je m'étrangle. Je m'étrangle parce que les mêmes, à juste titre, nous disaient, il y a un an : « Vous ne savez parler que de vous, vous ne savez que vous opposer, vous n'êtes pas unis pour présenter le meilleur de vous-mêmes aux Français ».

Les primaires, ce n'est pas seulement le choix du candidat, mais c'est aussi la capacité que nous aurons à mobiliser des hommes et des femmes pour porter notre candidat vers le succès en 2012, mais peut-être aussi plus fortement encore, pour porter avec nous les changements que nous voulons mettre en place dans la société. Car nous savons, plus que tout autre, que même s'il faut des lois, même s'il faut un gouvernement fort et volontariste, ce sont les citoyens qui nous aideront profondément à changer la société.

Je crois que les primaires les mobiliseront et leur permettront d'être autour de nous.

Enfin, je crois que les primaires, c'est aussi la reconnaissance du rôle pivot du Parti socialiste, de ses sections et de ses fédérations. Et je suis heureuse de voir d'ailleurs que les militants l'ont compris. Ils n'ont pas eu du tout l'impression d'être dessaisés, comme certains le disaient. Ils ont eu au contraire l'impression d'être au cœur d'un dispositif qui va mobiliser les citoyens, qui va organiser une des plus grandes consultations qu'un parti aura fait directement auprès des Français. Et sans un parti comme le nôtre, sans ses sections, sans ses fédérations, jamais nous n'aurions pu préparer et organiser des primaires dans notre pays, c'est pour cela que nous avons pu le faire, il faut le dire et dire encore merci aux militants.

Et puis pour moi c'est un message de rassemblement de toutes les forces de gauche. Toutes les forces de gauche pourront venir avec nous si elles le souhaitent, nous sommes ouverts, elles pourront présenter leurs candidats si elles le décident, nous sommes évidemment respectueux des décisions de chacun.

Alors, à l'automne 2011, notre candidat sera désigné et une convention l'investira et marquera le rassemblement des socialistes et, j'espère, d'autres partis de gauche autour de cette candidature. Sa légitimité viendra bien sûr du peuple de gauche, nous avons ouvert largement les critères pour que chacun de ceux qui se disent être prêts à soutenir le

candidat de gauche puisse choisir notre candidat. Mais sa candidature sera aussi forte du projet et du rassemblement des socialistes autour de lui. La rénovation, c'est aussi faire un parti qui ressemble à la société qu'il représente. Le non-cumul des mandats va entraîner un vaste mouvement de renouvellement. C'est l'occasion de porter aux responsabilités des femmes, des jeunes, des catégories sociales insuffisamment représentées aujourd'hui parmi les élus et des citoyens issus de l'immigration.

Je crois qu'il est de notre devoir de donner aujourd'hui les moyens réels à tous ceux-là de pouvoir effectivement obtenir des mandats électifs. C'est d'ailleurs ce que nous faisons dans le texte que nous proposons en inscrivant dans nos statuts la parité intégrale dans toutes nos instances, en fixant à 50 % au moins la proportion des femmes candidates aux élections législatives. Mais j'ajoute tout de suite le codicille, pour qu'on ne se réjouisse pas trop vite dans certains rangs : en nous donnant les moyens réels de tendre vers 50 % d'élues, vous voyez ce que je veux dire... toutes les circonscriptions sont bien réparties, les bonnes comme les mauvaises.

Je le dis, même si je n'oublie pas qu'en 1997, Lionel nous avait dit : « On m'avait dit que je perdrais à cause de la parité et c'est grâce aux femmes qui sont allées gagner là où personne ne l'attendait, que nous avons gagné les élections législatives ». Je ne l'oublie pas, ça non plus.

Alors, il faut que ceux qui ont des responsabilités depuis de nombreuses années permettent ce renouvellement. La rénovation, c'est donc franchir une nouvelle étape dans la limitation du cumul des mandats, c'est un enjeu, je viens de le dire. Sans le non-cumul, nous n'arriverons pas au renouvellement. Et ce n'est pas la peine, dans ce cas-là, de parler de parité, de diversité, d'accès aux jeunes, cela reste des mots, et les mots, ce n'est pas crédible s'il n'y a pas les actes.

Mais c'est aussi un formidable enjeu démocratique, car la décentralisation a confié des responsabilités éminentes aux élus locaux, elle leur donne une visibilité, une légitimité de premier plan. Mais elle leur donne aussi des tâches immenses qu'il va falloir remplir pleinement, c'est aussi cela que nous devons à ceux qui nous ont fait confiance lorsqu'ils nous ont élus.

Aussi, je pense que nous devons faire un pas complémentaire en n'oubliant jamais que sur le cumul des mandats, comme sur tout ce qui constitue des progrès dans le fonctionnement démocratique, c'est une fois de plus la gauche qui le fait.

Nous devons franchir une étape complémentaire et nous devons le faire ensemble. Il n'y a pas, en tout cas pas pour moi, d'un côté le parti, ses militants, ses cadres, et de l'autre les élus. Il n'y a pas non plus les élus nationaux d'un côté et les élus locaux de l'autre, nous en reparlerons d'ailleurs au mois de juillet, mais je trouve aujourd'hui qu'il nous faut remettre les élus au cœur du fonctionnement du parti au niveau national, des propositions seront faites pour cela.

La fin du cumul des mandats ne peut en aucun cas se traduire par une stigmatisation de nos élus, pour des raisons simples : d'abord parce que leurs victoires sont autant d'avancées pour nos concitoyens ; parce qu'ils se battent quotidiennement pour faire avancer l'intérêt général et pour aider à l'amélioration des conditions de vie de nos concitoyens ; et aussi parce qu'ils sont des serviteurs passionnés et dévoués, n'en déplaise à la droite, de l'intérêt général. Nous devons combattre ce discours anti-élu, nous devons valoriser les élus.

Ils sont les constructeurs et les réalisateurs du changement qui a déjà eu lieu et qui aura lieu demain aux cantonales en 2011, aux sénatoriales en 2011, aux législatives en 2012 et bien sûr aux municipales, aux cantonales, aux régionales et aux Européennes.

Nous avons un devoir d'exemplarité, je l'ai dit, je le redis simplement parce que c'est ma conviction. Je l'avais dit dès La Rochelle en 2009, je veux un Parti socialiste exemplaire. Nous ne pouvons pas être le fer de lance de la démocratie, nous ne pouvons pas être crédibles auprès des Français si nous-mêmes nous ne sommes pas exemplaires. Et l'exemplarité, c'est, dans notre projet présidentiel, de nous engager fermement à faire voter en cas de victoire une loi sur le non-cumul des mandats, et son corollaire indispensable, le statut de l'élu. Dès la semaine prochaine, un groupe se mettra en place au parti pour préparer ce statut de l'élu qui est un corollaire, encore une fois, indispensable.

Nous placerons d'ailleurs la droite devant ses responsabilités sur le non-cumul. Rappelez-vous que lorsque nous en avons parlé à La Rochelle, le président de la République a dit immédiatement : je suis pour. Mais il n'a jamais voulu nous suivre dans nos propositions et je remercie les présidents de groupe de l'Assemblée nationale et du Sénat de préparer ensemble et avec le parti une proposition de loi qui sera présentée dans les semaines qui viennent devant les assemblées et qui mettra la droite devant ses responsabilités et ses choix.

Mais l'exemplarité, c'est aussi ne pas attendre la loi pour nous appliquer à nous-mêmes la limitation du cumul des mandats, des mandats de parlementaire et d'un exécutif local, c'est d'ailleurs ce que nous avons fait pour la parité en 1997. Nous l'avons appliquée pour les élections et ensuite Lionel Jospin a fait voter la loi sur la parité qu'Élisabeth a défendue devant le Parlement.

Je vais là vous faire part, mes camarades, de ma conviction profonde. J'ai évidemment écouté, entendu les uns et les autres. Et dans le fond il y a ceux qui pensent que le non-cumul des mandats est un handicap pour notre parti, et ceux qui pensent que c'est un atout. Je le dis très simplement, un parti qui s'ouvre vers l'extérieur, un parti où les élus sont, jour après jour, heure après heure, consacrés au travail que leur a fourni les citoyens en leur faisant confiance, c'est une preuve de crédibilité. Je ne crois pas qu'il s'agisse d'un handicap, je crois au contraire que c'est une crédibilité d'un parti démocratique qui s'applique à lui-même ce qu'il aimerait voir appliqué dans le pays.

Les Français nous sauront gré de cette petite révolution, nous serons à l'avant-garde vis-à-vis de la droite et nous placerons là une avancée dans la démocratie qui sera totalement irréversible.

C'est la raison pour laquelle je propose que ce non-cumul s'applique dès les élections sénatoriales, avant l'élection présidentielle et avant le vote d'une loi. Pour moi, la vraie rénovation est celle que l'on met en pratique. Aussi, le 3 juillet, nous serons le premier parti qui inscrira dans ses statuts ce non-cumul entre un mandat national et un mandat local. J'ai bien entendu les critiques et les remarques de ceux qui ne partagent pas cette analyse. Je le redis simplement : je ne suis pas convaincue par ceux qui m'expliquent que nous allons vers un désarmement unilatéral. Je considère qu'être plus démocratique, qu'être plus ouvert, qu'être mieux renouvelés et qu'être aux couleurs de la France que nous voulons représenter est un atout.

Mon souci, c'est d'être capable de porter ensemble une avancée démocratique. Aussi, je proposerai, tout en maintenant le non-cumul pour les sénateurs élus en 2011, qu'ils puissent, s'ils le souhaitent, rester à la tête de leur exécutif territorial jusqu'en septembre 2012, date à laquelle les députés devront eux aussi avoir fait ce choix. Cela permet par ailleurs d'harmoniser la situation entre l'ensemble des parlementaires.

Enfin, la rénovation, c'est renforcer la démocratie au sein de notre collectivité socialiste.

Nous sommes un parti déjà bien démocratique, où tous nos candidats sont désignés par les militants.

Nous préférons un parti qui débat, vivant et libre, à un appareil aux ordres. Dans une nouvelle organisation de notre congrès, là je crois que tout le monde y tient à juste titre, nous réaffirmons notre attachement à la règle de la proportionnelle et le primat des idées sur les personnes, en mettant en

cohérence le choix des orientations politiques et de nos dirigeants au niveau national comme au niveau local.

Je voudrais dire aussi qu'il ne faut pas oublier les militants dans la rénovation. Nous discuterons ensemble. David Assouline nous fera des propositions pour un chantier qu'il souhaite ouvrir dès le 3 juillet, pour réexaminer nos règles d'adhésion, les conditions d'accueil des nouveaux adhérents, mais aussi pour porter des nouvelles formes de militance.

Disons-le entre nous, les réunions de section, ça ne suffit pas, on a envie de nous voir sur le terrain, et beaucoup de militants ont parfois envie de nous rejoindre pour s'occuper d'insertion, de culture, de sport, et pas obligatoirement pour être tout de suite à même d'entrer dans l'ensemble des dispositions de notre parti.

Voilà, mes chers camarades, rénover, ce n'est ni rafistoler ni ripoliner. Rénover vraiment, c'est dire aux citoyens l'idée que nous nous en faisons nous socialistes, l'idée que nous nous faisons de cette démocratie au XXI^e siècle.

C'est aussi lui donner chair, et c'est ce que nous essayons de faire en mettant un parti exemplaire ouvert, ouvert sur la société, avec nos primaires, profondément renouvelé grâce au non-cumul, à l'image de la société avec la parité intégrale et l'ouverture avec la diversité, et transparent avec la Haute autorité.

C'est aussi la capacité de construire une dynamique de victoire à gauche. C'est quand le PS a su se réformer lui-même pour répondre aux changements de la société qu'il a obtenu la confiance de celle-ci.

Voilà mes chers camarades, simplement, ce que je crois profondément. J'ai parlé de cette manière car je crois que c'est aussi ainsi que nous aimons nous parler, avec sincérité et avec la force des valeurs que nous avons en commun ».



Conseil national du 8 juin : les extraits des interventions

Retrouvez l'intégralité des interventions sur parti-socialiste.fr



Élisabeth Guigou

« Après la première marche que nous avons réussi à franchir avec notre Convention sur le nouveau projet économique, social et écologique, nous avons là une deuxième marche à ne pas rater dans notre chemin pour 2012. Nous avons une nécessité absolue, celle de nous rénover et de retrouver la recette qui nous a toujours réussi, c'est-à-dire d'incarner le changement. Nous avons aussi le devoir de nous rassembler. Nous l'avons réussi dans notre première Convention, il faut absolument que nous le réussissions aujourd'hui.

Sur les primaires, nos militants ont voté, nous allons le faire. Les modalités arrêtées sont de bonnes modalités. Après nos quatre conventions, nous aurons besoin d'avoir une Convention du projet pour rassembler l'ensemble de nos propositions. Le calendrier proposé me paraît excellent, nous ne devons pas exposer trop tôt notre candidat ou notre candidate. L'automne 2011 me paraît, à la condition que nous ayons un projet abouti auparavant, le bon timing.

Cela fait longtemps que nous parlons du non-cumul des mandats. D'ailleurs, nous avons été les premiers à proposer des lois et à le faire entrer dans les faits. Il faut maintenant aller jusqu'au bout. C'est une exigence pour faire le renouvellement, la parité et la diversité. C'est ensuite une condition pour assurer la crédibilité de l'ensemble de nos propositions. C'est vraiment une condition pour que nous arrivions à rénover la vie politique comme nous le voulons, c'est-à-dire à faire en sorte que le Parlement exerce tout son rôle, faire en sorte que les parlementaires puissent y être plus assidus et pour que la décentralisation continue à faire de nouveaux progrès. Cela peut être pour nous un atout formidable dans les élections qui viennent. La droite ne sait pas comment se dépatouiller avec ça, nous devons les mettre face à leurs responsabilités. Je suis persuadée que

nous saurons faire de cette proposition un atout électoral qui nous permettra justement de prendre l'avantage. Sur la parité, nous avons été pionniers avec la loi du 8 juillet 1999, qui a modifié la Constitution pour permettre la parité dans les élections, et avec la loi du 6 juin 2000. Dans les élections au scrutin de liste, nous avons 48,5 % de conseillères régionales, nous avons la parité dans les élections européennes, dans les élections municipales. Le problème, c'est les élections uninominales, les législatives et les élections des conseillers généraux. N'avoir que 12,7 % de femmes conseillères générales, c'est non seulement choquant, c'est indécent. Les partis préfèrent payer des pénalités financières plutôt que d'appliquer la parité. Le PS paie huit fois moins que l'UMP, mais 500 000 euros, c'est encore trop. Comme c'est écrit dans notre texte, nous aurons en 2012, non seulement 50 % de candidates, mais nous allons viser les 50 % de femmes élues. Nous avons d'ailleurs fait des propositions en ce sens, avec Bruno Le Roux, à l'Assemblée nationale. Nous avons discuté d'une proposition de loi qui priverait les partis politiques qui n'ont pas 50 % de femmes candidates de tout financement public, et qui appliquerait des pénalités financières dissuasives à ceux qui n'auront pas 50 % de femmes élues. La parité, ce n'est pas 30 %, 40 %, c'est 50/50. Pourquoi ? Parce que les femmes ne sont pas une catégorie, il y a des femmes dans toutes les catégories, chez les vieux, chez les jeunes, dans la diversité etc.

Avec le non-cumul, la parité, la diversité, le renouvellement, nous nous plaçons dans les meilleures conditions pour pouvoir à nouveau représenter une dynamique de changement. Ce n'est pas dans l'immobilisme que nous gagnerons en 2012. Nous aurons la force de notre projet et nous aurons la volonté de dire aux Françaises et aux Français comment nous voulons changer la société ».



Benoît Hamon

« Je voudrais d'abord commencer par remercier Arnaud Montebourg et toutes celles et ceux qui ont travaillé sur ce projet. Je voudrais revenir rapidement sur la question du cumul ou du non-cumul et ensuite sur la présidentialisation du parti et la façon dont on peut l'éviter.

Sur le cumul et le non-cumul, je voudrais répéter ce que j'ai dit en commission des résolutions. Nous devons avoir une approche laïque de ces questions, une approche la moins religieuse possible, quelle que soit la position des uns ou des autres. Laïque au sens où je suis un partisan du non-cumul et je ne crois pas du tout à la prétendue efficacité électorale de celui qui, parce qu'il n'aurait aucun mandat, serait plus efficace que celui qui en a deux ou trois. Je crois par contre que le non-cumul permet non seulement le renouvellement, et donc de se fixer un objectif plus sérieux en termes de parité et de représentation de la diversité, mais il permet aussi le partage du pouvoir, c'est-à-dire d'éviter les concentrations excessives de pouvoir dans un certain nombre de régions, de départements ou de villes.

Je voudrais revenir sur le lien entre les primaires et la Convention extraordinaire consacrée au projet. Nous sommes confrontés à un exercice qui est un peu compliqué. Celui de prendre acte que nous faisons de la politique dans la V^e République, que nous défendons un candidat avec les obligations liées à la V^e République et que nous avons la volonté de tirer les leçons du passé et d'éviter une présidentialisation excessive du Parti socialiste. C'est un exercice délicat qui a justifié que nous fassions quelques efforts de réflexion. La première décision a été de considérer qu'il fallait externaliser le choix du candidat et laisser les citoyens choisir le meilleur candidat pour la gauche. Il ne faut pas renoncer au fait de proposer à d'autres formations politiques de s'associer à nous et de saisir les citoyens sur cette question.



Adeline Hazan

« Je voulais féliciter Arnaud parce que, grâce au travail qu'il a fait pendant des mois avec l'équipe qui l'a entouré, grâce au travail collectif que nous avons produit, nous avons abouti à un texte tout à fait équilibré, en application du vote des militants, qui nous permet de nous projeter dans la rénovation de notre parti tout en préservant les idées des uns et des autres.

Nous ne sommes pas là pour que chacun se montre en exemple, et loin de moi d'ailleurs l'idée de le faire, mais j'ai été députée européenne pendant neuf ans et j'ai eu la chance de gagner, à la deuxième tentative, dans une ville détenue depuis trente ans par la droite. Il m'a semblé alors

Il y a une différence entre le projet socialiste de 1981 et les 110 propositions. Les 110 propositions ne sont pas l'émanation de la volonté de François Mitterrand, c'est le résultat d'une négociation entre le Parti socialiste, le Parti communiste et la volonté de bâtir un contrat de législature. Il y avait là une démarche politique différente de celle qui consisterait à dire : nous faisons une convention, nous bâtissons marche après marche un projet, mais une fois que ce projet est validé, nous laissons le candidat libre de faire vivre par son équation personnelle l'idée qu'il se fait du meilleur projet présidentiel.

Pourquoi est-ce que j'évoque cela ? Parce qu'il faudrait alors que nous disions des mesures pour lesquelles le Parti socialiste s'est engagé, lesquelles sont optionnelles et lesquelles ne le sont pas ? Le retour à la retraite à 60 ans est-il optionnel ? Non. La mise en place un pôle financier public, est-il optionnel ? Non. L'impôt universel sur le revenu est-il optionnel ? Non.

J'avais milité pour un congrès extraordinaire du projet. Il est essentiel qu'il figure dans ce texte que la convention extraordinaire sur le projet engage nos candidats quels qu'ils soient. Car elle préfigure un contrat de législature, c'est-à-dire une négociation avec nos partenaires.

Puisque nous sommes tous plus ou moins favorables à une VI^e République déprésidentialisée, pour ce qui me concerne de type parlementaire, quel sera l'agenda politique de la gauche au pouvoir ? Nous devons revisiter les mesures que nous avons prises dans le cadre de la V^e République, parce que l'objectif est bien que le fond prime sur le choix des personnes, même si le choix des personnes est fondamental et que dans ce domaine nous soyons, comme dans d'autres, tout aussi exemplaires ».

tout à fait évident, alors que j'aurais pu le garder, d'abandonner mon mandat au Parlement européen.

Je pense que la règle qui nous est proposée aujourd'hui concernant le cumul est absolument équilibrée. Il ne s'agit pas d'empêcher quiconque de se présenter à une élection mais de s'assurer que tout titulaire d'un mandat parlementaire ou d'un exécutif local annoncera en toute transparence ses intentions.

Ces dernières semaines, j'ai entendu dire qu'il était obligatoire d'être maire ou d'être député pour briguer l'autre de ces deux mandats, comme si un député n'avait pas d'accroche avec son territoire. Je n'ai quant à moi jamais

été députée nationale, je n'ai jamais eu cette chance, mais enfin, un député national a l'accroche avec son territoire ; ou alors c'est qu'il fait mal son boulot et à ce moment-là il ne faut pas le réélire.

Je rappelle aussi que toutes nos motions du congrès de Reims proposaient la suppression du cumul, et que 70 % des militants ont voté le non-cumul intégral. Est-ce qu'on respecte ou non le vote des militants ? Nos mandats ne nous appartiennent pas, ils nous sont confiés au stade de l'investiture par les militants justement pour porter des valeurs et des projets de notre parti.

J'ajoute pour prendre date que la question du cumul dans le temps devra aussi se poser. Si un certain nombre de titulaires de mandats depuis 18 ans, 20 ans, 30 ans ou plus ne démissionnent pas, comment des femmes, des personnes issues de l'immigration, pourront arriver à être

élues ? Le non-cumul, c'est la condition sine qua non pour qu'enfin il y ait un jour 50 % de femmes à l'Assemblée nationale et au Sénat et qu'il y ait enfin des élus issus de l'immigration. Sans non-cumul, on ne fera ni la parité, ni la diversité.

Je ne voudrais pas que dans ce débat, on utilise les arguments que nous avons tous beaucoup entendus sur le vote des étrangers aux élections locales : ce n'est jamais le moment, le contexte n'est pas bon, nous n'avons pas la majorité Assemblée et Sénat regroupée, si on fait un référendum, cela ne passera pas, alors on attend d'avoir gagné la présidentielle pour le faire. Je crois que nous vivons un moment important pour notre parti, je pense que les militants attendent de nous que nous mettions en musique leur vote d'il y a quelques mois, et je souhaite que la formule à laquelle nous sommes arrivés collectivement soit unanimement votée ».



David Assouline

« Moi aussi, je veux remercier Arnaud pour le travail qu'il a réalisé. Quand je l'ai entendu, ensuite j'ai entendu Benoît, je n'ai pas pu m'empêcher de me souvenir qu'il y a une génération, après ce coup de massue qu'on a reçu sur la tête au début de la décennie (21 avril), s'était dit que le fond et la forme devaient être à un moment rassemblés, et que la rénovation, la forme, c'était aussi le fond, et qu'il fallait absolument asseoir une crédibilité nouvelle vis-à-vis des Français en s'engageant résolument dans la voie de la rénovation.

Chacun a emprunté le chemin d'orientations divergentes, avec des motions différentes à travers cette décennie. Mais quel bonheur, même si ça a été long, de voir qu'aujourd'hui, après l'élan donné par les militants, à l'initiative de la Première secrétaire, le 1er octobre, on est dans la concrétisation, et sans remettre en cause ce qui a été voulu par les militants le 1^{er} octobre.

Bien sûr, on a dû passer aux travaux pratiques, et très souvent, c'est quand on doit concrétiser les choses qu'on voit l'ampleur de la difficulté de cette tâche-là, et donc, c'est normal qu'il y ait eu des divergences et que nous ayons discuté. En premier lieu, la primaire, c'est un coup de tonnerre dans la vie politique française.

C'est un moment qui probablement, si nous sommes à la hauteur de l'organisation et l'organisation sera difficile, si nous créons l'offre, c'est-à-dire, comme l'a dit Arnaud, un nombre conséquent de bureaux de votes avec les militants à la tâche, il n'y a pas de doute que les citoyens de gauche vont venir très nombreux. Et à ce moment-là, créer pas seulement un choix indiscutable qui nous rassemblera de fait par sa force, mais

qui enverra un message de dynamique, de mouvement, qui les associera probablement plus à notre campagne.

Nous savons que le problème dans une campagne présidentielle, c'est toujours l'écart qu'il y a entre des partis qui peuvent obtenir plusieurs millions de voix et le fait qu'en France les partis restent des structures assez minoritaires, 200 000 adhérents pour les plus grands. Et cet écart entre le nombre d'électeurs qui votent pour nous et ce nombre de militants est quelque chose que souvent la gauche paie au moment du résultat, parce qu'il faut qu'il y ait aussi des centaines de milliers et plus de milliers de fournis qui passent le message pour gagner une élection majeure de ce type. Je crois qu'on se donne l'outil avec cette primaire.

Ensuite, à partir du moment où on a eu cette audace qui est de faire confiance aux Français, de se déposséder finalement d'un droit très important que l'on a quand on est militant d'un parti, de choisir notre candidat à la présidentielle, il fallait que tout ce que nous voulons comme système politique, le système de la démocratie parlementaire -en arrêtant de faire que l'enjeu de la candidature présidentielle mine nos débats et notre vie collective dans le parti- il fallait affirmer que le parti est là, et c'est le parti qui doit discuter, faire partager à l'extérieur ce qui est son projet et son socle.

Alors, c'est pour cela qu'on a été un certain nombre, dans la commission, jusque tard dans la nuit, à avoir voulu absolument que ces années de travail sur les forums et les conventions, se soldent par un grand moment où le parti met en cohérence un projet et dit, en ouverture des primaires : les candidats socialistes s'appuient tous

sur ce projet et ces mêmes valeurs. Ils vont être en concurrence, mais ils ne seront pas divisés sur le fond parce qu'ils le défendent tous, en accord avec ce que 200 000 militants ont élaboré pendant deux ans et demi. Et ça aussi, c'est une force pour garantir que la primaire soit une concurrence saine et non pas une épreuve autodestructrice.

Il y a la deuxième question qui a été discutée amplement dans la commission, cette question du cumul des mandats. Je veux dire les choses assez simplement, je l'ai dit partout, même quand une grande majorité de l'auditoire ou de mes collègues et amis, qui écoutaient ce que je disais, n'étaient pas d'accord. Nous sommes tous d'accord qu'il faut aller dans cette direction. Sur l'ampleur et le rythme que l'on donne à cette décision, il peut y avoir des divergences d'appréciation.

Le critère, il est collectif, il n'est pas individuel. Il y a quelque chose qui mine à mon avis la gauche dans l'image qu'elle renvoie aux Français. Ils ont un doute sur la réalité de nos motivations, et ils se demandent si nous nous partageons vraiment leurs difficultés.

Avant qu'on exerce le pouvoir d'État et autant de responsabilités locales, les Français nous voyaient d'abord comme des militants désintéressés, avec un engagement. Ce regard a changé, c'est probablement injuste, mais il y a un moment donné, il faut des actes forts pour le changer. C'est la politique qu'on exerce quand on est au pouvoir en faisant ce qu'on a dit. Mais c'est aussi en montrant, peut-être de façon plus volontariste, et sans nous auto-flageller, que oui, nous sommes d'abord au service des Français ! Par ailleurs, nous voulons faire respirer la politique.

Je le dis à beaucoup de camarades qui ne s'en rendent peut-être pas complètement compte, la génération qui a pris le pouvoir avec François Mitterrand, il y avait beaucoup de trentenaires et de quadras qui ont exercé les plus grosses responsabilités à ce moment-là, et à l'Assemblée, c'était plutôt la moyenne d'âge de quadras. Ils sont parfois encore là. On a considéré après que finalement on ne pouvait exercer ces responsabilités que quand on était déjà très installés. Et on ne se rend pas compte que sur

plus de trente ans, il y a eu très peu de renouvellements. Mais une force progressiste, ce n'est pas une force conservatrice ! Si elle ne s'appuie pas sur des nouvelles générations en leur donnant les responsabilités, et pas forcément parce qu'elles ont déjà tout prouvé, parce que quand on commence on n'a pas encore tout prouvé, alors on renvoie une image qui n'est pas complètement celle que nous voulons donner comme force de rénovation et progressiste.

Je l'ai dit, j'ai défendu ça cette nuit, je l'ai défendu dans les jours précédents, on ne doit pas repartir en arrière sur ce qu'ont voulu les militants sur le non-cumul. Mais en même temps il nous faut rassurer sur le fait qu'en aucun cas, par ce qu'on va faire, par le rythme de ce qui va être fait, par l'étude concrète de chaque situation, nous allons hypothéquer la petite chance, qui est aussi fondamentale parce que peut-être historique - si nous réussissons et ce sera un exploit - de changer la majorité au Sénat.

Je pense que la proposition qui est faite aujourd'hui nous permet de garder le cap, de ne pas retourner en arrière sur ce qu'ont voulu les militants et de permettre dans les meilleures conditions d'assumer l'ensemble des batailles qu'il y a devant nous : cantonales, sénatoriales, législatives.

Voilà notre position et je suis content que dans le texte qui nous est soumis, elle soit présente.

Je veux finir par deux phrases, sur la question du congrès et du Premier secrétaire. Ça va complètement de pair avec l'harmonie qui a été décrite avant. Si nous externalisons cette campagne présidentielle, à ce moment-là, il faut renforcer dans le parti son fonctionnement collectif et parlementaire, et le fait qu'on puisse voter sur une orientation et sur la personne qui l'incarnera pour diriger le parti, en liant les deux, c'est aller dans ce sens. C'est enfin une cohérence.

Aujourd'hui, on ne doit pas considérer qu'on a fait un acte administratif entre nous dans une salle à 500 personnes, il faut porter avec beaucoup d'enthousiasme ce qui se passe aujourd'hui. Ce sera un élément y compris pour crédibiliser nos propositions concrètes pour changer la vie quotidienne des Français ».



Jean-Pierre Bel

« Chers camarades, la rénovation de notre parti aujourd'hui en discussion constitue bien entendu notre objectif commun : transformer, améliorer, changer, c'est le combat éternel des socialistes.

La rénovation est un sujet qu'il faut aborder à la fois avec détermination et avec sérieux, nous devons être ambitieux dans nos objectifs, être intransigeants sur nos valeurs et réalistes dans la mise en œuvre de nos propositions.

Je ne vous le cache pas, j'avais un certain nombre de craintes, la crainte que la modernisation ne soit pas inscrite dans une approche plus globale sur l'ensemble de notre vie politique et institutionnelle.

Le risque, enfin, de stigmatiser les élus. Nous le reprochons suffisamment à Nicolas Sarkozy dans le cadre de la réforme territoriale pour ne pas tomber nous-mêmes dans cet engrenage facile. N'oublions pas le travail formidable qu'effectuent les élus pour faire vivre jour après jour le lien social dans nos territoires durement frappés par la crise.

N'oublions pas que les collectivités qu'ils gèrent sont souvent l'un des derniers remparts, l'une des dernières protections pour toutes celles et ceux qui souffrent dans notre pays.

J'arrive donc à une question fondamentale qui est la question du non-cumul : le non-cumul, j'en suis convaincu, est une exigence citoyenne. C'est aussi une nécessité démocratique. Je me le suis appliqué à moi-même et je me suis démis des mandats locaux successivement gagnés sur le terrain contre la droite.

Mes chers camarades, je m'exprime aussi aujourd'hui au nom du groupe socialiste du Sénat avec un mandat clair pour porter un message devant vous : nous sommes tous d'accord, unanimes, pour souhaiter faire avancer le pays par une grande loi de la République. Nous déposerons avec le groupe de l'Assemblée nationale une proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire dans le droit français le non-cumul des mandats qui sera alors porté par tous les Français. Nous exigerons également un référendum d'initiative parlementaire pour saisir

l'ensemble des Français de cette question. C'est en mettant la droite au pied du mur que l'on clarifiera nos choix politiques.

Enfin, nous indiquerons fermement, Martine l'a redit, que notre candidate ou notre candidat aux prochaines élections présidentielles, prendra l'engagement de le faire adopter dans les premiers mois qui suivront l'élection. Cette proposition de loi, il faudra bien sûr la compléter. En effet, si nous voulons une grande loi républicaine, c'est parce que le non-cumul n'a de sens et n'est viable que s'il se prolonge par une refonte d'ensemble de notre vie publique, une décentralisation approfondie qui confère de nouveaux pouvoirs aux élus locaux, un vrai statut de l'élu qui permette aux têtes de nos exécutifs locaux de remplir effectivement leur mission et de se consacrer pleinement au mandat qui leur a été confié par nos concitoyens.

Mes chers camarades, il en a été question, il y a aussi la question du Sénat. Je dirai quelques mots : nous avons aujourd'hui l'opportunité historique de mettre fin à cinquante ans d'hégémonie de la droite sur cette assemblée. J'ai tout entendu sur ce sujet, j'ai même entendu certains se demander si c'était possible et si c'était utile, alors je dis : oui, c'est possible et, oui, ce sera utile. Car, mes amis, comment ne pas le voir ? Si le Sénat passe à gauche en 2011, c'est un coup de tonnerre dans le contexte politique, un coup très dur porté à la dynamique de campagne de Nicolas Sarkozy, c'est la possibilité pour la gauche, après la victoire de 2012, de faire ce qui ne fut pas possible pour François Mitterrand et Lionel Jospin, c'est-à-dire mener à bien rapidement des réformes en profondeur, notamment dans le sens de la rénovation de notre vie publique sans l'obstruction systématique d'un Sénat qui ne s'identifiera plus alors au conservatisme.

Le texte, tel qu'il nous est présenté aujourd'hui, est un compromis, un équilibre qui nous paraît acceptable.

À défaut, bien sûr, d'être une condition suffisante, les nouvelles modalités de mise en œuvre du non-cumul étaient une condition de nos victoires aux élections cantonales, sénatoriales, législatives et, entre-temps, à la présidentielle ».



Barbara Romagnan

« Certains élus qui exercent plusieurs mandats ont dit être blessés par le rapport sur la rénovation. Cette proposition n'est pas dirigée contre vous. On parle de cette question depuis très longtemps, on a voté à 71 % en faveur de cette mesure du non-cumul entre un mandat parlementaire et un mandat exécutif local. On a voté pour que cette mesure entre en œuvre concrètement dès 2011. Et aujourd'hui, huit mois plus tard, on tente de la remettre en cause. Les militants socialistes sont habitués à avaler pas mal de couleuvres, mais il faudrait quand même faire attention qu'ils n'attrapent pas d'indigestion.

Prôner le non-cumul, ce n'est pas vous dire que vous ne feriez pas bien votre travail, ce n'est pas non plus remettre en cause la sincérité de votre engagement, mais entendez aussi qu'on puisse penser que pour exercer des mandats de cette importance, il

vaut mieux deux camarades qui travaillent ensemble qu'un seul. C'est aussi un enjeu de démocratie et de crédibilité. Je ne nie pas la difficulté que peut présenter cette application unilatérale. Les nouveaux candidats ne sont pas très connus et ils n'ont pas beaucoup d'expérience. Mais la concentration des pouvoirs et l'installation d'un certain nombre dans la place posent aussi d'autres problèmes. Combien de victoires, combien de nouveaux élus, combien d'avancées démocratiques et quels signes positifs à la société si nous le faisons ? Et quelle sera notre crédibilité si nous nous exonérons des engagements que nous avons pris, il y a seulement huit mois, ou si on les reporte, et comment donner envie aux citoyens de participer aux primaires si nous ne respectons pas des engagements qui ont recueilli près de trois quarts des suffrages ? »



Marietta Karamanli

« Dans un de ses discours, Cicéron disait qu'il est d'une importance capitale dans toute administration d'affaires et de charge publique que soit chassé le plus petit soupçon d'avidité. Depuis plus de deux mille ans, il convient donc d'éviter que les citoyens ne croient que les élus sont avides des avantages indemnitaires liés aux charges publiques. Vrai du temps des prêteurs, vrai aussi du temps des députés, vrai aujourd'hui des élus locaux quand aussi ils cumulent les mandats et les fonctions. Dans un état centralisé, le cumul des mandats c'est d'abord la voie royale de l'intégration verticale du système politique français. Je souhaite évoquer le cumul des mandats locaux et notamment des fonctions exécutives des communes, départements et régions, avec le cumul des fonctions exécutives des intercommunalités et des diverses structures de coopération.

Le projet prévoit seulement une indication permettant de distinguer celles et ceux qui, élus au conseil municipal, siègeront dans les instances communautaires. Le cumul des mandats, mandat parlementaire et mandat local, ne doit pas être un objectif, un point d'arrivée. Nous sommes au point de départ. Pour progresser en matière de transparence et de lutte contre le soupçon d'avidité, il faudra à un moment donné, que cela passe par une loi plus générale, y compris une loi interne à notre parti qui vise à limiter le cumul de toutes les fonctions ministérielles, parlementaires et exécutives locales, et intercommunales, et d'un certain montant d'indemnités. Pour conclure, Cicéron disait aussi : " Il n'est rien d'autre par où ceux qui sont à la tête de l'État peuvent se concilier la bienveillance de la multitude que la modération ".



Patrick Mennucci

« Chers camarades, chers camarades sénateurs, car je n'en jamais autant vus d'un coup, nous sommes un certain nombre qui voyons dans cette Convention, et surtout dans le texte final que nous allons proposer tout à l'heure au vote des militants, l'aboutissement de beaucoup de combats, de beaucoup de travail, de beaucoup de réunions.

Je pense à ceux de la gauche socialiste, je pense à ceux du NPS, de tous les courants qui depuis 1995 ont voulu rénover ce parti. Je veux saluer Arnaud et veux aussi saluer, Vincent Peillon. Cette bataille de la rénovation

a été remportée. Les militants avaient déjà donné un signe il y a quelques mois, ils le referont bien sûr dans les semaines qui viennent. Et je le dis avec sincérité parce que je n'ai pas voté pour elle au congrès, grâce surtout à la détermination et au courage politique de Martine Aubry. Je veux lui dire merci d'avoir supporté cette rénovation et d'avoir su résister aux quelques frilosités qui se sont fait jour dans le débat et d'avoir aussi accepté le compromis que nous avons proposé cette nuit à la commission des résolutions.

Notre parti dans cette convention va avancer

vers sa modernisation en acceptant les primaires, en acceptant le non-cumul du mandat parlementaire. C'est la question du verrouillage du pouvoir que le parti prend à bras le corps. Avec les primaires, nous donnons un signe très puissant aux citoyens qui ont, avec nous, le pouvoir de décider du candidat. Si nous savons les associer, nous ferons d'eux les propagandistes de notre candidature.

Les primaires, telles que nous les concevons, doivent être un moment de la campagne électorale et créer le mouvement démocratique qui s'opposera quasiment physiquement à la conception bonapartiste de la droite Sarkozyste.

L'autre élément qui aura un rôle dans

la modernisation, c'est le mandat parlementaire non cumulable avec un exécutif. C'est la seule façon pour les nouvelles générations d'accéder aux responsabilités et de débloquent le fonctionnement du parti. L'argument du désarmement unilatéral employé par notre groupe sénatorial n'est pas acceptable. C'est une erreur de présenter l'élection du président du Sénat comme gagnée d'avance. Et c'est une erreur même de la présenter comme une marche vers l'élection présidentielle. Ce débat a créé les conditions nouvelles de moralisation de la vie politique. Et autant que l'économie, contre Nicolas Sarkozy, la morale sera décisive ».



François Hollande

« Chers camarades, notre pays traverse en définitive une double crise. Une crise démocratique, et c'est le sens du travail que nous menons aujourd'hui, confiscation du pouvoir, concentration du pouvoir, personnalisation du pouvoir, blocage du pouvoir, et une crise économique et financière dont nous n'avons pas encore vu ce qu'elle va produire, et qui, dans un contexte européen dégradé, fera du rendez-vous de 2012 une échéance à la fois majeure et difficile. Majeure parce que nous sommes les seuls garants d'une sortie de crise à la fois en termes de cohésion sociale et de réussite économique, et en même temps difficile, car nous ne devons promettre que ce que nous sommes capables de tenir.

Mais aujourd'hui, il s'agit de parler de démocratie. Nous avons fait une étape de la rénovation. Il faut essayer d'en comprendre la logique. Nous avons là décidé de reconnaître enfin le fait présidentiel. Le paradoxe, c'est que nous qui voulons être un grand parti, parti dont l'image serait le parlement de demain, nous avons fait le choix d'une procédure qui va être essentiellement la désignation de l'un ou de l'autre d'entre nous.

Et pour corriger ce phénomène nécessaire, cette étape indispensable, nous avons besoin de nous fixer quelques principes. Le premier principe, il se trouve dans les modifications que nous allons apporter au fonctionnement de notre congrès. Nous allons donner au Premier secrétaire non pas simplement le vote militant, mais nous allons lier le Premier secrétaire au vote des motions, deux d'entre elles pouvant se faire compétition au second tour, ce qui fera qu'en définitive nous organiserons aussi une primaire pour la direction du Parti socialiste.

Deuxième considération : les primaires, ça peut être à la fois une force, ce sera une force si nous mobilisons de nombreux

concitoyens pour cet acte démocratique. C'est en même temps un risque, une compétition, une division possible. Et enfin, c'est un défi. De quoi aurions-nous l'air d'avoir promis des primaires et qu'elles ne mobilisent pas suffisamment nos concitoyens ?

Je veux simplement vous dire là mon expérience. J'ai vécu comme Premier secrétaire deux élections présidentielles, l'une avec Lionel Jospin, l'autre avec Ségolène Royal. J'ai eu la conviction que, quel que fût son effort, et la mobilisation du parti, ce fut difficile pour rentrer en campagne aussi tard.

Je vous conduis à réfléchir sur cette question du calendrier. Que voulons-nous ? Rentrer au mois de septembre 2011 ? Faites l'exercice, avec un candidat, une candidate choisi-e qui mène déjà la confrontation, qui s'adresse aux Français, qui se met en position psychologique, non pas d'être un candidat parmi d'autres, mais d'être le prochain président de la République, d'être déjà dans l'après, faisant cet effort sur lui-même ou sur elle-même, mobilisant tout le parti, élargissant le rassemblement, se mettant en dialogue avec le pays et menant campagne face à un candidat président sortant qui est en campagne, et qui annonce même qu'il ne fera à partir du second semestre 2011 que de la politique. Comme si jusque-là, il n'en avait point fait.

L'autre hypothèse : nous sommes en septembre 2011, et nous sommes là, en train de nous poser la question, mais comment nous allons mettre en place la primaire, nous mettre en compétition ? On ne sait pas si ce sera d'ailleurs au mois d'octobre ou au mois de novembre, certains nous disent même " le plus tard possible ". Est-ce que c'est le bon moment pour faire ce choix ? En tout cas, moi, je vous aurai donné ma position.

PS



Le cahier de la Convention

La Rénovation

Primaires - Renouvellement - Parité - Diversité

Sommaire

La Convention : mode d'emploi	p.14
Introduction d'Arnaud Montebourg	p.15
Texte soumis au votes des militant-e-s	p. 19

La Convention : mode d'emploi



Harlem Désir

Le 3 juillet prochain se tiendra à Paris la Convention nationale sur la rénovation.

Mettre en œuvre les choix qu'ont exprimés massivement les militant·e·s le 1^{er} octobre dernier, c'est travailler à rénover notre parti pour convaincre les Français en 2012. Il ne s'agit pas seulement de passer un coup de peinture sur les murs de notre maison commune, mais de la refonder et la rénover de fond en comble et

d'y inviter les Français·es ! Car les primaires, la limitation du cumul des mandats, le renouvellement, la parité, la diversité, le renforcement de notre démocratie interne, doivent être à la base d'un nouveau pacte de confiance avec les Français·es. En nous rénovant nous-mêmes, nous montrons comment nous voulons démocratiser la politique et la République. Le Conseil national du 8 juin, dont les travaux sont restitués dans les pages de cet *Hebdo*, a adopté, sous l'égide d'Arnaud Montebourg, un texte qui porte des propositions fortes,

novatrices, ambitieuses, qui vont modifier en profondeur la vie de notre parti, son fonctionnement, son rapport aux citoyens et la préparation des élections présidentielles et législatives de 2012. La parité totale, le non-cumul des mandats, l'élan donné au renouvellement et à la diversité de la société française parmi nos candidats, l'appel à tous les citoyens qui veulent le changement à prendre part à la désignation de notre candidat·e à l'élection présidentielle. C'est le choix de l'audace démocratique et de la reconquête. C'est maintenant aux militant·e·s de confirmer ce choix et d'en débattre dans les sections et les fédérations avant de se prononcer par leur vote le 24 juin prochain.

Je suis certain que vous serez très nombreux à vous emparer de ce débat. L'enjeu est non seulement d'inventer une identité nouvelle pour notre parti, dans la fidélité à notre histoire, mais aussi d'ouvrir la voie vers la République moderne et d'offrir, face à l'accaparement des pouvoirs par la droite, un nouveau souffle démocratique à la France. Bon travail à toutes et à tous !

Harlem Désir
Secrétaire national à la coordination

Quelques rappels *

Le 21 octobre 2009, suite à la consultation militante du 1^{er} octobre 2009, le Bureau national, sur proposition de Martine Aubry, a mis en place, une Commission de la Rénovation constituée de toutes les sensibilités du parti et présidée par Arnaud Montebourg, Secrétaire national à la rénovation, avec pour mandat de présenter des propositions afin de mettre en œuvre les décisions des militant·e·s.

Samedi 27 mars 2010, le Conseil national approuvait l'organisation d'une Convention nationale sur la Rénovation le 3 juillet 2010.

Mardi 1^{er} Juin, un rapport de la Commission de la rénovation a été présenté par Arnaud Montebourg au Bureau national.

Mardi 8 juin 2010, le Conseil national, réuni à Paris, salle de la Mutualité, a débattu et adopté le texte soumis au vote des militant·e·s. La veille, une Commission des résolutions composée des membres du Bureau national s'était réunie.

Judi 24 juin 2010, les votes se dérouleront dans toutes les sections le même jour, de 17h à 22h.

Organisation des débats dans les fédérations

Entre la réception du texte et le vote, une assemblée générale de débat est obligatoire.

Modalités de vote

Les modalités de vote pour la Convention sur la Rénovation, conformément à nos statuts, sont les suivantes :

Pour pouvoir participer au vote les adhérent·e·s doivent :

- Avoir adhéré au plus tard le 24 décembre 2009.
- Être à jour de leurs cotisations d'adhérent·e et d'él·u·e. Il est possible de se mettre à jour jusqu'au scrutin, et le jour du vote. Le paiement doit être individuel et en priorité par chèque. Le/La trésorier·e de section devra faire remonter les paiements et leurs justificatifs avec les PV et liste d'émargement.

Les listes électorales validées par le Bureau national des adhésions (BNA) seront disponibles dans ROSAM dès **le 9 juin 2010** et doivent être éditées directement par les fédérations et adressées aux sections.

Organisation du scrutin

Les adhérent·e·s se réunissent en Assemblée générale de section le jeudi 24 juin pour se prononcer par un vote sur le texte issu du Conseil national du 8 juin.

Le vote est personnel et secret. Aucun vote par procuration n'est autorisé. Il s'effectue au moyen du bulletin de vote unique fourni aux fédérations, à déposer dans une unique urne. Toute rature ou panachage rend le bulletin nul.

Conformément à l'Article 7.8 du règlement intérieur, les électeur·trices sont admis·es à voter sur présentation d'une pièce d'identité. Ils/Elles doivent passer par un isolement avant de déposer leur bulletin sous enveloppe dans l'urne.

Les électeur·trices signent eux/elles-mêmes la liste d'émargement en face de leur nom. Les bureaux de vote sont ouverts de 17h00 à 22h00.

Les bureaux de vote sont ouverts de 17h00 à 22h00.

Les Conventions fédérales

Vendredi 25 ou samedi 26 juin, organisation des conventions fédérales.

Samedi 3 juillet, Convention nationale au Carrousel du Louvre, à Paris.

* Circulaire nationale n° 1375

Introduction d'Arnaud Montebourg



« Il y a maintenant huit mois, après de nombreux travaux préparatoires au sein du Secrétariat de la rénovation, après également des travaux qui se sont situés à la périphérie de notre parti dans les cercles qui nous accompagnent, le Secrétariat à la rénovation a été chargé d'organiser et de structurer le débat autour des conditions, des modalités dans lesquelles nous envisageons la mutation de nos pratiques et des

règles de notre parti. La question de la mutation, de la transformation de la société, de l'économie, de la politique, de la démocratie elle-même, revient sans cesse dans l'ensemble des analyses des camarades. Elle se partage bien au-delà de nos cercles et de nos limites.

Je crois, et ce n'est pas abuser de l'esprit de synthèse que de dire que chacun reconnaît que l'un des éléments centraux du débat politique pour 2012, sera notamment la question de la mutation, mutation du système productif, mutation du système financier, mutation et réforme progressiste de l'État-Providence, mutation de la démocratie dans notre pays, en Europe.

Pour éclairer nos décisions, nous avons regardé les stratégies de l'ensemble des partis de gauche. Il est toujours utile de regarder ce qui se passe à l'extérieur. Les partis de gauche européens ont procédé, comme nous l'avons fait et nous sommes en train de le faire, à des réorientations à gauche de leurs propositions, mais également à des mutations profondes de leur système politique interne, tourné vers l'extérieur. Il serait faux d'avoir le réflexe de penser que la modernisation ou la transformation, ce que nous, nous appelons la rénovation, pourrait rimer d'une manière ou d'une autre avec le recentrage.

En ce qui nous concerne, le projet consiste à ouvrir un nouveau cycle, et disons-le nettement, créer avec l'ensemble des Français qui ont besoin de nous, un nouveau cycle politique, en nous appuyant sur la société française. Transformer notre offre politique va de pair avec la démocratisation du système politique et notre propre évolution. Nous voulons, comme l'a dit Martine Aubry, être ouverts sur la société. Nous ne la craignons pas, puisque nous voulons la rassembler autour de nos projets et de nos valeurs. Nous sommes ouverts à l'égard de la population oubliée tant par le système économique que par le système politique : la jeunesse, les femmes, les nouvelles couches populaires issues de la diversité. Nous voulons être ouverts aussi sur les nouvelles formes de militantisme, les partis amis et frères, le mouvement associatif, le mouvement social. Tel est le sens de ce projet important et multiforme de la rénovation.

Je voudrais résumer l'ensemble des points, il y en a cinq, qui ont fait l'objet de nos débats.

D'abord, la question des primaires. Nous créons un droit nouveau pour les Français, un droit qu'ils n'ont jamais eu dans l'histoire des cinq Républiques françaises. Nous leur permettons non seulement de choisir le président de la République, mais de pouvoir choisir avec nous le candidat et de peser sur l'offre politique du principal parti d'alternance dans la République en 2012.

C'est l'occasion et la possibilité pour des centaines de milliers, nous espérons millions, de Français, d'écrire avec nous une page de l'histoire de France. Cela suppose en effet que nous ayons le désir, avec eux, de mettre en mouvement la société française. Le pouvoir aujourd'hui est enfermé dans ses palais avec les contre-pouvoirs qu'il a éteints ou qu'il contrôle. Nous avons des ressources : le peuple, Internet, la population, les mouvements qui la travaillent et qui doivent à cette occasion sortir, se fédérer, peser, intervenir et décider avec nous.

Je dirai un mot sur le corps électoral. Nous avons fait le choix de la liste électorale des communes dans la République. C'est un corps électoral très large. C'est d'ailleurs le choix le plus incontestable. Car imaginez que nous prendrions un an ou un an et demi à établir une liste électorale en risquant d'ailleurs de ne pas être d'accord ? Nous avons préféré faire le choix de poser deux conditions au vote et à la participation des citoyens qui se déclareraient sympathisants de notre cause, en leur demandant deux choses de plus que d'être inscrits sur les listes électorales.

D'abord, signer une déclaration de soutien aux valeurs de la gauche et à son succès. Ensuite, verser 1 euro pour participer au financement et à l'auto financement de la campagne. La démocratie a un prix. Un euro, ce n'est pas cher pour renvoyer Nicolas Sarkozy à ses chères études dans les Hauts-de-Seine.

Par ailleurs, nous avons prévu d'élargir les possibilités de vote, dans des conditions contrôlées par les partis co-organisateurs des primaires, à tous ceux qui sont militants dans les partis politiques, mais ne disposent pas du droit de vote, soit parce qu'ils sont mineurs, soit parce qu'ils sont étrangers, soit parce qu'ils accéderaient à la majorité entre le moment des primaires et les élections présidentielles.

Deuxième élément : les éléments de temps. Nous avons besoin de temps pour mobiliser la société. Nous avons besoin de temps pour que cette primaire ne soit pas une primaire de plateaux de télévision, une primaire de sondages, qu'elle soit une primaire de discussion avec la population, enracinée dans nos territoires, avec nos élus,

nos militants, organisant eux-mêmes le débat, mobilisant. La réussite de la participation dépend, et c'est ce que nous a enseigné l'expérience étrangère de nos camarades Italiens, Américains, Chiliens ou Grecs, de multiplier le nombre de bureaux de vote. Plus nous aurons de bureaux de vote, plus la participation sera importante. Et le travail de chacun d'entre nous, d'entre vous, militants, élus, va d'abord consister à multiplier ces occasions de participer. Avec le Secrétariat général du parti, l'ensemble des camarades engagés dans l'organisation des primaires, nous veillerons, et nous l'avons inscrit dans le texte, à ce que le nombre de bureaux de vote puisse être un outil de mobilisation majeur.

Je donne l'exemple du référendum, un peu improvisé, mais géré ou organisé par des dizaines d'organisations associatives, politiques et syndicales, sur La Poste. Il y eut pour 12 000 points de vote, 1,2 million de personnes participant à cette consultation.

Nous avons aussi débattu de la question du délai et du fameux calendrier. L'accord est assez général, la discussion a permis de nous rassembler.

D'abord, nous avons imaginé que chacun puisse se sentir confortablement dans le calendrier choisi. Il y avait ceux qui disaient : « Il faut partir et avoir fini tôt, à l'été 2011. » D'autres disaient : « Il vaut mieux attendre l'automne 2011. » D'autres évoquaient à juste titre les déconvenues ou les expériences précédentes qui nous avaient permis de comprendre qu'attendre trop peut être parfois néfaste.

Nous avons trouvé un poids moyen assez dynamique qui nous permet de considérer un calendrier d'un minimum de six semaines de campagne, avec un vote à deux tours espacés de quinze jours, entre juin, moment de la déclaration de candidature, et octobre, moment de la clôture des primaires. Cela nous permet de disposer d'un espace temporel suffisamment large pour organiser la mobilisation de la société autour de nos thèmes, de nos valeurs, de nos candidats, de nos débats, de nos équipes et de l'esprit dans lequel nous voulons changer le pays.

N'oublions pas que Nicolas Sarkozy est à la télévision depuis dix ans, faisant chaque soir l'actualité, et entrant dans la tête de chaque foyer français, installant ses idées, ou ce qu'il en reste d'ailleurs, ses promesses, son langage, sa lexicologie. Nicolas Sarkozy est partout, et nous, nous voudrions réduire le délai de nos débats alors que nous avons besoin de remplir l'espace politique, médiatique, sociétal, de la société française, pour pouvoir y jouer une confrontation victorieuse. C'est ce que veut l'esprit des primaires.

Mobilisation, mais également rassemblement entre nous. Tout candidat, c'est un des éléments auquel beaucoup de camarades ont tenu, devra s'engager à soutenir le candidat désigné par les primaires. Pour ceux qui le craignent toujours, et c'est bien naturel, l'esprit des primaires est un

esprit à la fois compétitif, mais aussi coopératif. Nous avons des primaires depuis maintenant 1995, donc nous savons, nous sommes capables de les maîtriser.

Tous les candidats savent qu'ils devront travailler ensemble autour du candidat désigné. C'est pourquoi nous avons imaginé, en clôture, une convention d'investiture et de rassemblement où les candidats se prêtent main forte, se tendent la main et travaillent, devant l'opinion publique, à la victoire du candidat désigné.

Il restait une question importante, c'est la question de l'articulation entre le projet que nous allons travailler et notre candidat. C'est une question assez difficile à résoudre depuis les débuts de la Ve République, car, vous le savez, à chacune des échéances importantes, les élections présidentielles, le parti, notre parti, qui présente un candidat a toujours un projet, et un programme que le candidat fait surgir postérieurement.

Ce fut le cas en 1981, il y avait le projet socialiste, et il y eut les 110 propositions. Il y a évidemment, heureusement d'ailleurs, un grand rapport entre les propositions, le programme du candidat que celui-ci échafaude avec l'ensemble de ceux qu'il rassemble, mais aussi avec le parti, qui lui donne les outils, les instruments, les matériaux, la substance et les orientations du projet socialiste.

Le débat a été vif entre ceux qui disaient : « Nous souhaitons que le projet engage le candidat, qu'il soit le point de départ de la campagne. La question des orientations, qui est dans cette campagne fondamentale, doit être en quelque sorte les prémices de la désignation du candidat et non pas l'inverse c'est-à-dire la désignation du candidat qui referait les orientations. » Et il y avait ceux qui disaient : « Oui, mais il y a besoin de liberté pour le candidat, il doit pouvoir s'affranchir, rassembler, rechercher ce qui lui manque. Nous ne pouvons pas non plus nous enfermer sur nous-mêmes et considérer que nous aurions la vérité révélée ». L'affaire de la conquête de la majorité des Français, de leur cœur et de leur esprit, suppose capacité de mouvement, liberté d'action et en même temps référence permanente à notre histoire, nos valeurs et nos choix.

C'est dans cet esprit, et je veux remercier l'ensemble des camarades, qui, cette nuit, ont argumenté. J'ai envie de dire, tout le monde avait raison, et tout le monde avait un peu tort, mais nous avons réussi, je le crois sincèrement, à mettre tout le monde à peu près d'accord. Pourquoi ? Parce que les institutions de la Ve République sont très ambiguës.

Il y a un président élu avec une légitimité propre, même s'il est porté par un parti. Mais il y a aussi derrière une majorité, un contrat de gouvernement, des partenaires qui passent un accord, et une majorité qui équilibre l'exécutif lui-même désigné par le président de la République. Nous avons besoin des deux jambes parlementaires/présidentielles, pour avancer vers la victoire.

Nous avons donc fait le choix d'articuler à la fois le projet qui sortira de cette Convention extraordinaire, au printemps 2011 et qu'a exposée notre Première secrétaire, avec les candidatures aux primaires. Nous avons ainsi rédigé un paragraphe que je voudrais vous lire car il s'agit d'un élément important qui engagera l'ensemble des protagonistes et des acteurs dans les mois qui viennent.

« La Convention nationale extraordinaire du projet rassemblera nos propositions dans un ensemble cohérent et dynamique constituant le projet socialiste pour l'élection présidentielle sur lequel s'appuieront les candidats aux primaires. Ce projet servira de référence pour la signature d'un contrat de gouvernement avec nos partenaires pour les élections législatives qui suivront. »

C'est une synthèse forte, solide, qui permet d'imaginer que les candidats prendront appui sur le projet. Ce projet sera un des éléments de rassemblement de notre formation politique, et en même temps, il sera solennisé dans les conditions que nous connaissons maintenant, au printemps 2011, juste avant de partir ensemble aux primaires.

L'ensemble du dispositif est, je crois aujourd'hui, équilibré tant dans le temps que dans la force et dans sa structure même : nous avons à la fois les éléments d'ouverture vers la société, et les éléments de solidité qui appartiennent à notre tradition politique. C'est une synthèse dynamique et positive, et je veux remercier tous ceux qui en ont été les artisans nocturnes, particulièrement ceux qui ont évolué dans la discussion.

Cela appartient à la noblesse de notre travail collectif.

Le deuxième volet concerne là aussi l'ouverture, l'ouverture à ceux qui aujourd'hui ressentent la question de la représentation politique comme étant finalement insuffisante par rapport à ce qu'est la société française. Je parle de la question du cumul des mandats. Là-dessus, le mandat des militants du 1er octobre 2009 était assez clair. Je veux simplement rappeler qu'il n'avait rien d'intégriste, car il ne s'agissait pas d'une position maximaliste, mais qu'elle était assez modérée.

Ce n'était pas le mandat unique. Les camarades parlementaires pourront conserver un mandat représentatif local : conseiller municipal, général, régional, communautaire. Ce n'était pas non plus, et ce n'est pas dans la proposition qui est faite, la démission avant de se présenter à une élection, mais l'organisation après, dans le temps, avec le parti, de manière à organiser les transitions et les successions pour que celles-ci soient productives pour tout le monde.

Je veux dire un mot de ce point-là : quelle est notre stratégie en la matière ? La fin du cumul des mandats est la démonstration par la preuve que nous voulons organiser le partage des responsabilités. Nous disons à l'opinion publique aujourd'hui que nous allons le mettre en pratique. Nous refusons de reproduire au plan local la concentration des pouvoirs que nous combattons chez nos adversaires au plan national. C'est une conception mendésiste ou jaurésienne de la démocratie.

La stratégie en matière de refus de cumul des mandats est aussi la démonstration que nous savons nous réformer nous-mêmes, même lorsque c'est difficile. C'est un message politique très positif pour l'opinion publique : nous sommes capables de nous réformer, y compris quand c'est difficile dans un sens progressiste, car la fin du cumul des mandats va dans le sens de l'histoire. Et puis c'est aussi la démonstration par les actes, par la preuve, par les faits, qu'on se donne les moyens de renouveler et de diversifier nos recrutements, tant parlementaires qu'exécutifs locaux. Voilà des années que nous disons que nous voulons des femmes qui nous représentent. Nous voulons des jeunes, des citoyens de toutes origines, aux couleurs de la France. Nous le disons particulièrement à ceux qui pensent, et qui nous le disent tous les jours, à nous élus, y compris cumulards, comme je le suis d'ailleurs, que le Parti socialiste jouerait à guichets fermés, que toutes les places seraient déjà distribuées, et qu'il n'y aurait aucun moyen d'identifier l'espoir qu'il est possible, par la politique, d'entrer dans un système pour y porter des idées, y défendre un idéal. Notre pays s'est diversifié, a changé, il faut également faire changer son système politique.

C'est un message politique majeur que nous envoyons ainsi au pays. Mais c'est aussi un des éléments clés dans la bataille de la présidentielle que de vouloir modifier profondément notre image et redevenir le parti de l'espoir. Le parti de ces gens relégués, éloignés à la fois de l'économie, de la réussite et du système politique qui donne le sentiment d'être réservé à quelques-uns, ou pour ceux qui ont réussi, de ne pas pouvoir s'identifier à des parcours de réussite toujours exemplaires.

Je crois que la proposition que nous faisons est à la fois volontariste, car elle est une révolution démocratique dans notre pays, et elle est avant-gardiste parce qu'elle ouvre le chemin. Vous verrez que la droite aura du mal à justifier à la fois ses pratiques, ses choix, ses attitudes, concentrant les pouvoirs au plan national, au plan local. Nous aurons démontré qu'il est possible de construire une démocratie différente, séparant les pouvoirs, organisant la discussion entre nous, construisant des solutions. Nous sommes les acteurs du changement, et nous avons une stratégie pour transformer notre pays.

Il y a aussi les commodités d'un certain nombre de considérations, qui ont été exprimées dans la commission des résolutions, et nous les avons entendues. Avec la discussion que nous avons eue, les points de vue ont été rapprochés en procédant à la fin du cumul des mandats pour nos parlementaires renouvelables au Sénat ou à l'Assemblée nationale, sans attendre le vote d'une loi, et permettre l'égalité de traitement entre nos députés et nos sénateurs. C'est-à-dire : même calendrier, même traitement.

C'est la proposition faite par Martine Aubry, c'est une proposition qui a émané dans la discussion hier soir. Je pense pouvoir dire, et un certain nombre d'orateurs pourront le répéter, car cela a été àprement discuté cette nuit, que cela peut rassembler une très grande majorité du parti, pour ne pas dire une quasi-unanimité du parti, sur

une solution politique qui à la fois nous permet de changer, et en même temps ménage les problèmes des uns et des autres.

C'est ainsi que nous pourrions appliquer le troisième volet, ce sont là des éléments qui sont beaucoup moins conflictuels et qui ont posé moins de difficultés.

Le troisième volet, c'est la parité. Il est vrai, et Martine l'a dit tout à l'heure, que si nous avons besoin de faire progresser le nombre de femmes à l'Assemblée nationale ou au Sénat, il est évident qu'il ne s'agit pas de multiplier seulement le nombre de candidatures. Nous sommes très bons pour mettre des candidates, mais il vaudrait mieux que nous ayons des élues. C'est plus intéressant, et cela suppose que nous ayons un travail qualitatif, et non pas seulement quantitatif.

Des propositions ont été faites sur la diversification de nos recrutements. Nous souhaitons que le Bureau national fixe un certain nombre de circonscriptions réservées, en liaison avec les fédérations, après appel à projets et appel d'offres de la part de ces fédérations, pour qu'un certain nombre de camarades issus de la diversité puissent entrer à l'Assemblée nationale en 2012.

Nous souhaitons également faire en sorte que dans toutes les instances du parti, la parité soit effective, mais également que, s'agissant des élections locales, Conseiller général, Conseiller territorial s'il survit, et mêmes élections municipales pour les responsabilités de maire, nous souhaitons que les fédérations fassent preuve de davantage de volontarisme. Nous avons proposé un bonus/malus qui permettrait de négocier avec les fédérations un surcroît d'actions dans ce domaine pour que nous arrivions à de meilleurs résultats. Les Conseils généraux sont aujourd'hui, c'est vrai, en retard, même par rapport à l'Assemblée nationale, et l'Assemblée nationale est très en retard sur d'autres assemblées parlementaires dans les pays européens, et je ne vous dis pas à quel point elle est en retard sur la France.

Pour accomplir cette révolution démocratique, nous avons besoin d'un parti en état de marche. Je conclurai sur l'évolution de notre parti pour dire à quel point, et cela n'a pas posé grand problème car nous avons rapproché les points de vue dès avant l'entrée de la commission des résolutions, nous souhaitons évidemment améliorer notre cohérence, tout en respectant, c'était là le mandat du 1^{er} octobre, la consultation des militants, notre pluralisme. Nous préservons la proportionnelle, mais nous organisons le vote de telle manière dans la désignation de nos instances que la Première ou le Premier secrétaire soit issu-e des deux motions arrivées en tête dans le vote du premier tour s'il n'y a pas de majorité absolue au premier tour à la proportionnelle.

C'est une manière d'entrer dans le congrès avec un premier ou une première secrétaire élu-e à la majorité avec des éléments de rassemblement, et

des instances pourvues à la proportionnelle, avec lesquelles il ou elle gouvernera.

Vous comprenez que notre proposition consiste à voter la motion en même temps que le premier signataire qui sera de fait le candidat pour sa motion au Premier secrétariat.

C'est une conciliation de l'efficacité majoritaire et du respect de notre tradition politique, de la proportionnelle et du pluralisme hérité d'Epinau.

Nous avons connu deux congrès difficiles en trente ans, vingt-cinq ans, le congrès de Reims et le congrès de Rennes, ce sont deux congrès où les difficultés pour dégager une majorité ont du être traitées dans des conditions qui nous ont, devant l'opinion publique, affaiblis. Pour ces cas difficiles, il sera en effet possible que nous ayons ce dispositif, qui nous permettra de préserver l'intérêt collectif de notre parti et son image.

Enfin, la question de la Haute autorité. C'était une proposition d'Olivier Duhamel, que nous avons discutée avec la commission des conflits. Nous souhaitons un État de droit, et surtout, s'agissant des scrutins internes, qu'il soit possible de prendre des décisions qui ne fassent pas l'objet d'accords politiques, mais qui relèvent bien du respect du droit dans notre parti. C'était une demande qui venait d'un grand nombre de nos camarades.

Nous avons une proposition qui permet ainsi de mêler à la fois les camarades qui seront membres de cette Haute autorité, en provenance du Parti socialiste, mais aussi en dehors du Parti socialiste, donnant une certaine crédibilité aux décisions arbitrales, en quelque sorte, que cette Haute autorité prendra. C'est en quelque sorte, s'agissant des scrutins internes, la naissance d'un État de droit avec un système arbitral pour le faire respecter dans le Parti socialiste. C'est un progrès, à n'en pas douter.

Les membres de cette autorité seront désignés sur proposition par la Première ou le Premier secrétaire et approuvés par le Conseil national, ce qui permettra ainsi de rassembler l'ensemble des membres du parti et des sensibilités autour de cette autorité, et qu'elle puisse être à l'image de ce qu'est le Parti socialiste.

Voilà, mes chers camarades, chers amis, l'état de la proposition qui nous est faite. C'est une révolution douce, démocratique, où nous-mêmes nous nous remettons en cause tout en respectant ce que nous sommes. C'est aussi, je crois, un grand pas en avant vers la société française. C'est une forme d'ouverture construite, structurée, qui permettra, je le crois, de construire ce grand mouvement que la société attend et auquel elle peut participer en 2012, pour que les années 2007-2012 ne soient définitivement qu'une triste parenthèse oubliée ».

La Rénovation

Primaires - Renouvellement - Parité - Diversité

**Texte adopté par le Conseil national
du 8 juin 2010**

Sommaire

Volontaires et exemplaires pour rénover notre parti et réveiller la démocratie	20
Les primaires	21
Le non-cumul des mandats	22
L'organisation de nos congrès et de nos instances	22
La Haute autorité du Parti socialiste	23
Application de la parité, du renouvellement et de la diversité	23

Volontaires et exemplaires pour rénover notre parti et réveiller la démocratie

En 2012, les socialistes veulent offrir bien plus, bien mieux qu'une alternance à la droite : nous voulons être une alternative pour les Français. C'est pourquoi nous leur proposerons un nouveau modèle de développement économique, social, écologique, éducatif, culturel. Républicain et européen. Ambitieux et sérieux. Avec l'égalité au cœur.

Pour les femmes et les hommes de gauche, **la conduite de la nation n'a de sens que si elle s'accompagne d'un nouveau souffle pour sa démocratie.**

Le pouvoir actuel n'a eu de cesse d'abîmer le pacte républicain et de fragiliser les contre-pouvoirs. **La droite veut concentrer le pouvoir, la gauche doit le partager.** Dans les institutions bien sûr, de l'État à l'échelon local en passant par le Parlement, mais aussi dans les entreprises, dans les médias. En 2012, le projet socialiste proposera d'en finir avec le système actuel qui présente tous les défauts du présidentielisme et ne met à profit aucun des atouts du parlementarisme. De même, nous rétablirons un pacte de confiance et de croissance entre l'État et les collectivités territoriales et une nouvelle étape de la démocratie sociale sera engagée afin de renforcer les droits des salariés dans les entreprises.

La rénovation du pays et la rénovation du Parti socialiste sont intimement liées. Pour que les Français nous fassent pleinement confiance, pour que se tournent vers nous d'avantage de femmes et d'hommes, nous devons commencer par nous rénover nous-mêmes. C'est une question de crédibilité. Lors du Congrès de Reims, par-delà leurs différences, voire leurs divergences, toutes les motions présentées aux militant-e-s ont porté cet élan rénovateur et cette exigence d'exemplarité socialiste. C'est ce qu'ont exprimé massivement les militant-e-s lors de la consultation sur le questionnaire qui leur a été soumis le 1er octobre 2009. Ensemble, il nous revient de concrétiser nos engagements. La vraie rénovation, c'est celle qu'on met en pratique.

La rénovation, c'est celle qui met en œuvre des primaires populaires pour désigner notre candidat-e à l'élection présidentielle à l'automne 2011. C'est un geste de confiance dans la société et d'ouverture à tous les sympathisant-e-s qui espèrent une victoire de la gauche en 2012. Ce sera aussi l'occasion de mobiliser toute la société, et notamment les jeunes, les catégories populaires, les habitants des quartiers sans lesquels il ne peut y avoir d'ample dynamique à gauche. C'est

enfin un message de rassemblement aux forces de gauche : si elles le souhaitent, elles pourront participer à ce grand moment démocratique.

Ce processus s'effectuera après l'adoption de notre projet et l'élaboration d'un contrat de législature que nous aurons proposé d'ici là à nos partenaires de la gauche. Notre candidat-e sera désigné-e, à six mois du premier tour de l'élection présidentielle, au terme d'une convention d'investiture qui marquera le rassemblement des socialistes. Sa légitimité populaire sera déjà forte. Sa désignation se fera en résonance avec la situation économique et sociale en France et dans le monde, donc avec les préoccupations des Français-es.

La rénovation, c'est celle qui franchit une nouvelle étape dans la limitation du cumul des mandats. C'est aussi un enjeu dont le Parti socialiste a toujours eu raison de se saisir. Nous avons été les premiers à légiférer à ce sujet en 1985. Là aussi, l'exemplarité doit être conjuguée avec la réalité. L'exemplarité, c'est de ne pas attendre la loi que nous ferons voter dans les premiers mois du quinquennat -et qui sera associée à un statut de l'élu- pour appliquer à nous-mêmes la limitation du cumul des mandats de parlementaires et d'un exécutif local. La réalité, c'est de tenir compte, par des adaptations transitoires, des enjeux locaux face à une droite qui s'exonérera de ces exigences tant qu'une loi ne les y obligera pas, dans l'intérêt général de nos territoires et des combats que nous portons.

Un parti fort est **un parti qui ressemble à la société qu'il représente.** Nous devons ainsi organiser en notre sein les conditions de l'égalité réelle d'accès aux responsabilités et aux mandats électifs. Nous le faisons en inscrivant dans nos statuts la parité intégrale dans toutes nos instances, en fixant à 50% au moins la proportion de femmes candidates aux élections législatives, mais aussi en nous donnant pour objectif 50% d'élues. Au-delà, nous créons les conditions d'assurer la diversité en notre sein, au sens le plus large du terme, c'est-à-dire visant l'accès aux responsabilités de militant-e-s issu-e-s de l'immigration, mais aussi d'ouvriers, d'agriculteurs, d'employés..., qui sont aujourd'hui sous-représentés parmi les cadres et les élus de notre parti.

Enfin, **la rénovation, c'est renforcer la démocratie au sein de notre collectivité socialiste.** Nous sommes déjà la formation la plus démocratique de France : tous nos candidats à tous les scrutins sont désignés par les militant-e-s et notre passion du débat n'est plus à démontrer, pour le meilleur le plus souvent et quelque fois pour le pire. Mais nous préférerons toujours un parti qui débat, à un appareil

aux ordres d'un seul où les idées ne sont qu'un affichage. Sont proposées : une nouvelle organisation de nos congrès qui réaffirme notre attachement à la règle de la proportionnelle, mais renforce la cohérence entre les équipes dirigeantes et les orientations ; des instances délibératives (Bureau national, Secrétariat national) rendues plus efficaces grâce à un nombre réduit de membres ; une Haute autorité chargée de faire respecter les règles d'éthique et de droit au sein de notre parti.

Rénover c'est dire aux citoyens l'idée que nous nous faisons, comme socialistes, de la démocratie au XX^e siècle et c'est lui donner chair au sein même de notre famille politique. Pour renforcer la crédibilité de notre projet et redonner espérance aux Français-es.

Propositions

Primaires

Calendrier

Les primaires sont ouvertes à tous les citoyen-nes qui veulent la victoire de la gauche en 2012 et co-organisées par les formations politiques de gauche qui souhaitent y participer. Les primaires se dérouleront sur une durée d'au moins six semaines, en deux tours espacés de quinze jours. Les votes se tiendront à l'automne 2011. Le dépôt des candidatures sera ouvert au mois de juin 2011. Un Bureau national, en janvier 2011, fixera le calendrier définitif.

Conditions pour être candidat-e

Le Parti socialiste appliquera pour ses candidat-es la règle de parrainage suivante : 5% des parlementaires socialistes (soit 17 parrainages), ou 5% des membres titulaires du Conseil national (soit 16 parrainages), ou 5% des conseiller-es régionaux/les ou généraux/les socialistes (soit 100 parrainages) issus d'au moins 10 départements et 4 régions, ou 5% des maires socialistes des villes de plus de 10 000 habitants (soit 16 parrainages) issus d'au moins 4 régions.

Les candidat-es devront s'engager à soutenir publiquement le candidat-e désigné-e et à s'engager dans sa campagne.

Les formations de gauche qui le souhaitent pourront participer aux primaires ; elles fixeront leurs propres règles de parrainage de leur-s candidat-es.

Participation au scrutin et bureaux de vote

Pour participer au scrutin, il faudra remplir la triple condition suivante :

- Appartenir à la liste électorale de la République arrêtée en février 2011, ou justifier le jour du vote de son inscription

sur les listes électorales (par la production d'une attestation d'inscription dans le périmètre couvert par le bureau de vote), ou avoir 18 ans entre la date des primaires et la date des élections présidentielles, ou être adhérent-e d'un des partis participant aux primaires ou d'une des organisations politiques de jeunesse de ces partis et ne pouvant s'inscrire sur cette liste électorale (étranger et/ou mineur).

- Adhérer à une déclaration de principe (via un émargement) s'engageant à soutenir les valeurs de la gauche.

- Cotiser 1 euro minimum.

Les bureaux de vote se tiendront dans la mesure du possible dans les locaux communaux. Les comités d'organisation départementaux des primaires feront leur maximum pour tenir entre 10 000 et 15 000 bureaux de vote, avec autant que possible un minimum d'un bureau de vote par canton et d'un bureau de vote par tranche d'environ 5 000 électeurs/trices.

Organisation et proclamation des résultats

L'organisation des primaires sera confiée à un comité national composé de représentant-es des partis co-organisateurs des primaires et de représentant-es des candidat-es. Ce comité sera dupliqué avec la même composition dans tous les départements. Il disposera d'un pouvoir d'arbitrage en premier et dernier ressort en cas de contestation, y compris des conflits non résolus au sein des comités départementaux d'organisation des primaires.

La tenue des bureaux de vote et le dépouillement se feront conformément aux règles applicables aux scrutins de la République. Une commission départementale chargée du recensement des votes (composée d'un représentant par candidat-e et de trois personnalités incontestées choisies par les comités départementaux d'organisation des primaires) recevra le soir même les procès-verbaux et les fonds collectés. Elle procédera aux vérifications nécessaires et proclamera les résultats par bureau de vote. En cas de réclamation ou de difficulté, elle s'adressera au comité national.

Parallèlement, dans un souci de transparence, les résultats seront transmis par les président-es de bureau de vote dès la fin du dépouillement (par sms ou téléphone) et seront visibles sur Internet par le public en temps réel. Une Haute autorité *ad hoc*, composée par les partis co-organisateurs, proclamera le résultat national définitif.

Projet

Une Convention nationale extraordinaire du projet se tiendra au 1^{er} semestre 2011 après les élections cantonales.

Elle rassemblera nos propositions dans un ensemble cohérent et dynamique constituant le projet socialiste pour l'élection présidentielle, sur lequel s'appuieront les candidat-e-s aux primaires. Ce projet servira de référence pour la signature d'un contrat de législature avec nos partenaires pour les élections législatives qui suivront.

Investiture

Une convention d'investiture et de rassemblement se tiendra à l'issue du scrutin.

Non-cumul des mandats

Non-cumul d'un mandat de parlementaire avec un exécutif local

L'interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire et d'un exécutif local (maire ou maire-adjoint, Président-e ou Vice-Président-e de Conseil général ou de Conseil régional, présidence ou vice-présidence d'un Établissement public de coopération intercommunale) sera inscrit dans les statuts du Parti socialiste. Elle se mettra en œuvre à chaque renouvellement parlementaire.

Tout-e candidat-e à une élection parlementaire abandonnera ses mandats exécutifs locaux dans un délai maximum de trois mois après la tenue du scrutin. Il/Elle devra avoir préparé avec le parti les modalités de sa succession.

Les groupes parlementaires du Sénat et de l'Assemblée nationale prépareront dans les meilleurs délais une proposition de loi sur le non-cumul des mandats, qui devra être soumise au débat des assemblées avant la fin 2010 afin d'obliger la droite à clarifier sa position.

Le Parti socialiste inscrira dans le projet présidentiel le vote d'une loi dès l'été 2012 sur le non-cumul des mandats et le statut de l'élu.

La limitation des mandats exécutifs successifs

Le nombre de présidences d'exécutif successives est limité à trois (soit dix-huit ans). Cette règle, qui concerne les Président-e-s de Conseil régional, Président-e-s de Conseil général, Président-e-s d'Établissement public de coopération intercommunale, les maires), sera inscrite dans nos statuts.

Articulation avec les règles de non-cumul et dispositions transitoires

La mise en œuvre du non-cumul des mandats est une réforme profonde qui nécessite naturellement des mesures

transitoires sans remettre en cause son irréversibilité.

Ainsi, il sera possible pour un-e parlementaire, ayant déjà effectué plus de trois mandats d'exécutif local successifs, ne se représentant pas aux élections sénatoriales de septembre 2011 ou aux élections législatives de juin 2012, d'exercer un dernier mandat d'exécutif local lors du renouvellement de mars 2014.

Dans le même état d'esprit, les dispositions sur la limitation des mandats successifs pour les Président-e-s d'exécutifs non parlementaires s'appliqueront à compter du renouvellement de mars 2014.

Enfin, un-e sénateur/trice élu-e ou réélu-e en septembre 2011 devra avoir assuré sa succession et mis fin à sa présidence ou à sa participation à un exécutif local au plus tard à la date applicable aux député-e-s élus en 2012, soit en septembre 2012.

Organisation de nos congrès et de nos instances

Calendrier des congrès

Les congrès se tiendront au plus tard six mois après l'élection présidentielle et à mi-mandat du quinquennat.

Le temps de préparatifs des congrès sera raccourci, en rendant facultative la phase des contributions.

Organisation des votes du congrès

Le choix de nos orientations politiques et de nos dirigeant-e-s se fera lors d'un même scrutin.

Au premier tour, les adhérent-e-s voteront pour des motions. Ce vote détermine la proportionnelle de représentation dans les instances.

Au deuxième tour, les adhérent-e-s voteront pour le/la Premier-e secrétaire. Pourront être candidat-e-s au poste de Premier-e secrétaire, les premier-e-s signataires des deux motions arrivées en tête du premier tour. Les candidat-e-s se présenteront aux suffrages avec un texte pouvant avoir été élaboré avec les motions n'ayant pu concourir au deuxième tour.

L'élection du/de la Premier-e secrétaire fédéral-e et du/de la Secrétaire de section demeure inchangée.

Fonctionnement des instances de direction

La composition du Conseil national est inchangée (membres titulaires, suppléant-e-s, Premier-e-s fédéraux/les et membres de droit).

Pour améliorer son fonctionnement, le Bureau national sera réduit à 45 membres élu-e-s à la proportionnelle des motions, auquel-le-s s'adjoindront 15 membres issu-e-s du collège des Premier-e-s Secrétaire-s fédéraux/les et les président-e-s d'association d'élu-e-s (FNESR, ADF, AMF et ARF).

Le Secrétariat national, désigné lors du congrès sera composé de vingt membres maximum, issus du Bureau national. Les Secrétaire-s nationaux/les pourront être assisté-e-s par des délégué-e-s nationaux/les qui n'assisteront pas au Bureau national.

Haute autorité du Parti socialiste

La Haute autorité du PS, chargée de faire respecter les règles d'éthiques et de droit qui s'imposent au Parti socialiste et à ses adhérent-e-s, est indépendante de la direction du Parti socialiste. Elle est composée de 9 hommes et femmes, dont 5 socialistes, et sa composition est soumise au vote à la majorité qualifiée (2/3) du Conseil national.

Cette Haute autorité n'interviendra qu'en dernier recours, après les commissions fédérale et nationale des conflits. Elle pourra également être saisie directement, pour des cas graves pour la vie du parti, par le/la Premier-e secrétaire.

Elle sera saisie de toutes les questions litigieuses, y compris celles relatives aux contestations électorales. Les votes s'y feront à bulletin secret et le rapporteur n'y participera pas. En cas de blocage ou de partage des voix, le président disposera d'une voix prépondérante.

Application de la parité, du renouvellement et de la diversité

La parité intégrale sera appliquée dans l'ensemble des instances du parti.

Le Parti socialiste présentera au moins 50% de femmes candidates aux élections législatives et visera l'objectif de 50% d'élues aux élections de juin 2012.

Afin de permettre aux candidat-e-s de s'implanter localement le plus tôt possible, le Bureau national définira en décembre 2010 un nombre de circonscriptions de renouvellement/diversité appliqué à l'ensemble des circonscriptions y compris les circonscriptions gagnables (base 1997, 2002, 2007) ou actuellement socialistes.

Les élu-e-s locaux/les devront parrainer les nouvelles et les nouveaux candidat-e-s, de manière à faciliter leur implantation.

Pour les fédérations n'appliquant pas suffisamment la parité aux élections locales, l'impact financier leur sera répercuté (système de bonus/malus). À cet effet, la commission de préparation des échéances électorales entamera le dialogue avec les fédérations dès le lendemain de la Convention de la rénovation.

Ces nouvelles et nouveaux candidat-e-s devront être formé-e-s, dans le cadre d'une nouvelle école de formation à mettre en place.

Et j'ai bien compris, et je remercie l'effort qui a été fait, que ce sera au Bureau national de janvier 2011, de fixer un calendrier qui sera le meilleur pour gagner. Je parle ici dans l'intérêt même de notre candidat, du Parti socialiste, de la gauche, du pays, qui a besoin de trouver une incarnation. Il n'y a qu'en France, il faut quand même s'en rendre compte, où on ne connaît pas celui ou celle qui sera le prochain chef de l'exécutif quand nous sommes dans l'opposition.

Je ferai une troisième réflexion sur le non-cumul des mandats. C'est un principe que nous portons depuis longtemps, et des propositions que nous faisons élection présidentielle après élection présidentielle, au moins depuis 2002.

Une étape devait être franchie et c'est bien qu'elle le soit. Maintenant, je trouve qu'il y a un discours qu'il faut tenir ensemble. Martine d'ailleurs l'a prononcé. Il n'y a pas d'un côté les militants et de l'autre les élus. J'ai toujours dit, lorsque j'étais Premier secrétaire, que cette coupure, si elle devait s'établir, serait terrible.

Dès lors que nous avons renvoyé à septembre 2012 le moment où il faudra faire des choix, et ce sera finalement le même pour les

sénateurs que pour les députés, c'est bien. C'est bien parce que d'abord, si nous avons gagné en 2012, nous aurons fait la loi, elle s'appliquera pour tous et toutes, quelles que soient les formations politiques.

Et si nous n'avons pas gagné, ce qui n'est quand même pas l'hypothèse que je privilégie, nous aurons à faire application de ce principe, et le faire intelligemment.

Chers amis, chers camarades, nous avons donc à concilier deux principes : le principe de la Ve République et de l'élection du président au suffrage universel. Nous sommes en train de le faire. Le principe du parlementarisme auquel nous sommes tous très attachés, et qui suppose un contrat de gouvernement. Le parlementarisme, c'est le contrat de gouvernement.

Le contrat de gouvernement est celui que nous allons élaborer ensemble, nous avons commencé de le faire, il est celui que nous allons négocier avec nos partenaires, il nous engagera.

Et c'est la conjugaison du choix du candidat avec les primaires et de la capacité qui sera la nôtre à conclure un contrat de gouvernement qui permettra justement de ne pas être rattrapé par les institutions de la Ve République ».



Gaétan Gorce

« Cette rénovation est indispensable. Ce n'est pas un gadget auquel nous devrions sacrifier. Ce n'est pas un caprice qui se serait emparé de l'un ou l'autre, c'est la nécessité de la reconquête politique et plus exactement la nécessité d'adapter notre parti à une nouvelle situation politique. Si nous voulons donner du sens à cette rénovation, il faut que nous en assumions les raisons. L'une des raisons est la présidentialisation de notre système politique, qui exige que ce parti soit capable de se doter d'un candidat qui devra être le chef de l'opposition, qui devra être désigné le plus tôt possible au lendemain d'un scrutin que nous aurions perdu pour incarner cette opposition, pour organiser un parti, pour préparer un projet, pour préparer un rassemblement. Nous avons choisi de rester socialistes et de ne pas créer un grand parti de la gauche comme cela avait été abordé. Et cela pose le problème des courants. Il n'y aura pas de rénovation, j'allais dire de révolution, tant que nous continuerons à sacrifier à ce rituel dépassé des contributions, des motions et des courants, c'est-à-dire de personnalités qui masquent derrière le débat d'idées des ambitions légitimes et qu'il faut assumer. Il faut que nous nous débarrassions des courants. Je m'exprime de ce point de vue en toute liberté car je ne me reconnais plus dans aucun des courants qui ont tous éclaté au lendemain de Reims. Cela n'a

plus aujourd'hui de sens que d'obliger nos militants à voter sur des motions globales qui servent ensuite de prétexte à des compromis. C'est sur des conventions thématiques qu'il faut trancher les sujets pour que par le vote direct des militants nous ayons une expression claire de ce que nous voulons sur la défense, sur la santé, sur la Sécurité sociale, sur les retraites. Il faut supprimer la proportionnelle.

On me dira : pas tout de suite, c'est trop tôt, ce n'est pas dans le mandat, et j'ai cru comprendre que l'amendement que j'avais déposé en ce sens, on ne souhaitait même pas qu'il aille au vote des militants. Mais il faut qu'on s'y prépare, car c'est l'évolution suivante, une vraie démocratie interne, c'est une démocratie qui reposera sur le choix direct. L'homogénéité est le gage de l'unité, cette unité est la condition de la victoire. Nous avons pris acte que le militantisme a changé en mettant en place les primaires puisque nous sommes forcés d'en appeler au-delà du parti, pour faire élire notre candidat. Si nous voulons que ce parti trouve sa force, alors il faut qu'il puisse s'appuyer beaucoup plus largement sur la participation de ses militants et de ses sympathisants plutôt que sur des règles qui avaient leur sens il y a 35 ans, 40 ans, mais qui n'ont plus aucun sens aujourd'hui. La rénovation, oui, mais la rénovation jusqu'au bout ».



Pouria Amirshahi

« Au risque de paraître à mon âge plus archaïque ou ringard que d'autres, je voudrais quand même dire que, étant comme vous tous tributaire d'une certaine histoire, les débats sur l'organisation politique qui est la nôtre, sa forme d'expression, sa forme d'organisation, sa régulation interne, n'ont jamais été des débats de ripolinage ou de façade, mais des débats essentiellement politiques. Lorsqu'en France, depuis la charte d'Amiens, il y a une séparation plus stricte, plus nette entre mouvements sociaux et partis politiques, nous répondons là aussi à des formes d'organisation particulières. Ce ne sont pas des débats techniques qui devraient se résumer à des modalités de désignation interne.

Nous sommes aujourd'hui dans la configuration des primaires. La question des primaires n'est pas simplement l'idée de présidentialisation. Les primaires reposent sur deux éléments. Le premier élément est qu'il ne va pas falloir s'appuyer seulement sur les médias, et gare au piège de la présélection. Il va falloir commencer l'amorce d'une campagne électorale en faisant du porte-à-porte, en allant voir les citoyens, en leur demandant de se mobiliser. En disant à toutes celles et ceux

que nous défendons depuis un an et demi : « Venez nous rejoindre, venez participer à la dynamique politique, parce que c'est la vôtre, et c'est elle qui déterminera demain la possibilité d'une victoire ». Ce n'est pas simplement un débat interne, c'est d'abord le débat du rapport entre le parti politique et les gens qu'on va porter en leur nom et avec eux.

On ne peut pas simplement aller à la rencontre des gens sur sa bonne figure, il faut bien y aller avec une orientation politique. Il faut bien dire aux gens l'orientation que nous portons collectivement. Cette orientation ne peut pas être différenciée selon les candidats, à tel point que la réconciliation serait impossible. Il faut bien qu'entre nous, il y ait, à un moment donné, par une validation politique de tous les militants, l'expression d'un cadre programmatique qui soit non seulement une orientation pour les Français, mais aussi un pacte et un contrat que nous proposons à l'ensemble de nos partenaires. Parce qu'il faut que notre projet, autant que notre candidat, soit compatible et combatif avec l'ensemble des forces de gauche, qu'elles soient nos partenaires politiques ou qu'elles soient issues du mouvement social ».



Gérard Collomb

« Comme Martine m'a souvent reproché de ne m'exprimer que pour être en désaccord avec le parti, pour une fois que je suis en accord, je souhaitais m'exprimer un peu. Je pense que l'on ne peut pas traiter ces problèmes de cumul des mandats par le petit bout de la lorgnette. Pourquoi un certain nombre d'élus locaux aujourd'hui cumulent ? Si on va sur le fond des choses, c'est parce que notre système français est resté un système profondément jacobin et qu'il n'y a pas aujourd'hui le niveau de décentralisation qu'il y a dans d'autres pays, comme en Allemagne par exemple. Lorsqu'Angela Merkel perd un Land, cela devient un problème national, parce qu'en Allemagne, le système est hyper décentralisé et que pour tout ce qui concerne les collectivités locales, c'est-à-dire quand même pour beaucoup de choses, elle est obligée de passer par leur accord.

Le Sénat est la représentation des collectivités territoriales. Si on doit dire que ceux qui vont représenter demain les collectivités territoriales, ce ne sont pas les présidents des exécutifs, mais ceux qui sont en troisième, quatrième, cinquième position, tirons-en les conclusions !

Supprimons le Sénat et faisons une autre organisation. Il faut aller plus profondément. Puisqu'Arnaud est un partisan de la VI^e République, que l'on réfléchisse effectivement au pouvoir des collectivités locales, du gouvernement et on s'apercevra que le problème du jacobinisme est un vrai problème dans notre pays qui mérite d'être traité !

Il y a aujourd'hui quelquefois, chez Nicolas Sarkozy, la croyance que l'on peut gouverner depuis Paris, sans les collectivités locales. Je me dis parfois qu'un certain nombre d'entre nous partage aussi cette vision. Si nous voulons gagner, il serait peut-être temps de renverser cette vision car aujourd'hui le pouvoir s'organise avec l'Europe, avec l'État-nation, mais aussi avec les collectivités locales et que, si on ne fait pas travailler ensemble ces trois niveaux-là, on ne fait rien.

Si nous faisons un effort tous ensemble, mes chers camarades, nous deviendrons une force de gouvernement crédible dans notre pays ».



Laurence Rossignol

« Je voulais d'abord saluer la volonté affichée de Martine Aubry l'année dernière à La Rochelle et traduite dans ce processus de Convention, qui nous a fait sortir des velléités de limitation du cumul des mandats pour passer à l'acte. Je voudrais aussi saluer tous ceux qui ont travaillé à élaborer un compromis qui nous permette de franchir cette étape. Un certain nombre d'entre nous considèrent que dès le prochain renouvellement parlementaire il faudrait appliquer la limitation du cumul d'un mandat parlementaire et d'une présidence d'exécutif. Nous avons vu s'organiser, s'agiter, communiquer un groupe qui aurait demandé qu'on n'avance pas plus loin sur le cumul des mandats. Le compromis qui a été passé est un compromis responsable. Imaginez que nous soyons sortis de ce Conseil national en offrant de nouveau le spectacle de socialistes qui se divisent. Tout le travail

fait depuis un an, tout ce travail qui vise à réconcilier les Français avec la gauche et à leur redonner espoir, aurait été de nouveau fragilisé. Le compromis consiste à donner deux ans à tous ceux qui seront parlementaires en 2011 et en 2012, pour préparer la succession dans leur présidence d'exécutif. En septembre 2012, il n'y aura plus, ni députés, ni sénateurs présidents d'un exécutif local au même moment. Je souhaite vivement que cette proposition soit un des principaux engagements de notre candidat à l'élection présidentielle.

Je voudrais finir par une citation, " Comment ne pas admettre que la jeunesse est en souffrance de représentation et que ce seul constat conduit à la réforme ? " Cette citation est tirée d'un livre de Bernard Roman, *La Fin du cumul des mandats*, préface écrite par François Hollande. *L'unité est réalisée ce soir tous ensemble ».*



Marc Coatanéa

« Quelle crédibilité aurions-nous au sortir de notre Conseil national ce soir, de quelle crédibilité pourrions-nous jouir auprès de nos militantes et militants si nous étions ce soir trop en retrait du mandat qui nous était donné ? Au-delà même de nos adhérents quelle aurait été notre crédibilité en direction même des Françaises et des Français si nous hésitions à faire nos changements internes ? Le non-cumul des mandats, nous le faisons par souci d'exemplarité, par souci de volontarisme. Nous le faisons parce que nous sommes profondément attachés à la respiration

démocratique, à la représentation plus large de notre société, au renouvellement de notre personnel politique, à la féminisation. Nous avons eu de sérieuses difficultés à faire partager les enjeux. Mais au fond il n'y a pas de remise en cause profonde des principes que les militants et les militantes ont actés le 1^{er} octobre dernier. De notre Conseil national, nous sortirons avec l'image positive de notre capacité à nous rénover, de notre capacité à porter une ambition démocratique, pour demain la porter à la France ».



Marianne Louis

« S'il s'agissait de rénover durablement la gauche en France, si nous étions, au moment de l'exercice du pouvoir, je ne serais pas favorable aux primaires, car elles sont à l'image du reproche permanent que nous portons sur la V^e République et dont l'omniprésidence est l'aboutissement dans ce qu'il a de plus avilissant pour la démocratie. Mais puisqu'Arnaud a cité tout à l'heure Pierre Mendès France, je peux aussi citer sa pensée lorsqu'il disait : " Choisir un homme sur la seule base de son talent, de ses mérites, de son prestige, c'est abdiquer de la part du peuple, c'est une régression par rapport à toutes les évolutions que l'histoire nous a appris à considérer comme un progrès ". Alors, pour les camarades qui s'interrogent je propose de regarder la société qui nous entoure et l'état dans lequel elle est aujourd'hui. D'un

côté, elle rejette l'omniprésidence, mais d'un autre côté elle ne connaît presque plus d'autres modes politiques d'expression.

Parce qu'avant l'exercice du pouvoir il y a le temps de la conquête du pouvoir, je crois que la période nous impose de proposer à la société, au moins pour cette fois, un dispositif de campagne dans lequel elle retrouve sa place. Nous devons le faire lucidement, d'abord parce que c'est l'enjeu pour gagner en 2012, mais nous devons aussi le faire, en transparence. Aucun d'entre nous ici aujourd'hui, enfin presque, n'a renoncé à l'horizon de la V^e République. Inscrivons cet horizon au cœur de la déclaration de valeurs que nous proposerons à nos concitoyens, ne renonçons pas à ce combat ».



Razy Hammadi

« Je voudrais faire trois remarques. Sur la question de la prime majoritaire et de la proportionnelle. Jaurès, Guesde, 1971 : le Parti socialiste s'est toujours rassemblé au moment où il a respecté l'ensemble de ses sensibilités et où la proportionnelle et a été mise en place et appliquée. Si on applique la règle majoritaire et si on abandonne la proportionnelle, que va-t-on dire aux autres familles de gauche qu'on invitera dans cette grande fédération, dans cette grande maison de la gauche ? Que c'est la règle majoritaire ? Qu'il n'y a pas de proportionnelle, qu'une fois qu'ils ont intégré cette maison commune, s'ils sont minoritaires, qu'ils se taisent avec une prime majoritaire qui vient effacer leurs spécificités et leurs richesses ? Non.

Deuxième remarque : je pense que ce n'est pas parce que nous actons la présidentialité du régime que nous engageons le présidentialisme au sein du parti. Et c'est pour ça qu'il va falloir, en tant que socialistes, penser avec son hémisphère droit et son hémisphère gauche ; l'hémisphère droit en tant que militants du Parti socialiste et l'hémisphère gauche qui veut que nous entamions un processus de primaires qui ne répond pas aux logiques

de parti, qui ne répond pas aux logiques de conseils nationaux, qui ne répond pas forcément aux logiques de motions. Une dernière phrase pour dire que là encore, je pense qu'entre le parti, avec des élus et sans militants, et le parti avec des militants et sans élus, il y a un juste milieu. Martine, merci pour cette avancée sur le non-cumul, ce n'est plus le combat de jeunes minoritaires, de fougueux, ou de ceux qui, perdus au coin d'une dépêche AFP, apparaissent comme les dangereux remetteurs en cause de l'ordre établi. C'est un combat qui va au-delà des motions, des tendances et des sensibilités.

Si nous avons appliqué le mandat unique, il se pourrait que dès demain matin, nous n'aurions pas eu assez de militants pour remplir ainsi tous les mandats libérés !

Enfin, une dernière phrase pour vous dire chers camarades qu'il faudra mobiliser. Mobiliser la société, c'est mobiliser le PS et la gauche en le respectant et en respectant ses militants, y compris ses votes. Mobiliser la société par les primaires et gagner cette élection présidentielle, c'est une question de survie, c'est une urgence républicaine ».



Laurianne Deniaud

« Nous sommes tous tournés vers la victoire de 2012, et les jeunes socialistes sont persuadés que la rénovation de la famille socialiste doit être un des éléments de la stratégie du Parti socialiste pour gagner. Gagner en ressemblant davantage à la société qu'on veut représenter et en agissant dès maintenant pour cela. Gagner en ouvrant notre famille sur la société, en faisant de l'implication du peuple de gauche un élément de notre stratégie de victoire. Il nous faudra gagner plus de 20 millions de voix, faire reculer l'abstention, ça veut dire reproduire le niveau de participation des jeunes, notamment de 2007, mais aller bien au-delà. Cela veut dire ouvrir l'aventure à tous ceux qui font la gauche au quotidien, et faire des primaires une grande aventure collective.

Nous avons déjà commencé à ouvrir notre démarche de réflexion et de projet chez les jeunes socialistes à travers nos débats perspectives 2012, nous continuerons avec les primaires. Les jeunes socialistes s'impliqueront dès cette année avec une vaste campagne d'inscriptions sur les listes électorales. Nous voulons voir ce mouvement de centaines de milliers de citoyens qui s'impliquent dans l'enjeu démocratique pour participer au choix de leur candidat qui s'engageront dans la campagne présidentielle qui suivra et qui verront s'afficher en 2012 sur les écrans

de télévision le visage d'un candidat de gauche qui incarnera l'espoir tant attendu dans notre pays.

L'autre grand volet de cette rénovation, et je me permets d'en dire un mot, c'est le renouvellement de l'image que nous donnons à la France, c'est notamment le combat contre le cumul des mandats. Parce que les socialistes ne veulent pas le pouvoir pour eux-mêmes, mais pour le rendre aux citoyens, il faut commencer par ne pas laisser quelques-uns s'accaparer tous les pouvoirs. Notre position est claire, connue, peut-être même un peu en avance sur celle du PS. Nous souhaitons un mandat unique des parlementaires, un non-cumul des fonctions exécutives et la limitation à deux mandats consécutifs dans le temps. Nous gagnerons si nous sommes jugés crédibles et si l'on veut être jugés crédibles, il faut faire ce que l'on dit. On est pour faire moins de cumul, alors on fait moins de cumul, c'est aussi simple que ça. C'est redonner de la crédibilité à la politique, c'est notre vision de la République, l'exemplarité, alors que nos adversaires en ont une pratique bien éloignée. Un Parti socialiste rénové et ouvert, une gauche radicale et moderne, nous ne devons pas avoir peur, parce que demain, il va falloir frapper fort, très fort, et tout ça pour gagner ».

Amendement de Gaëtan Gorce, membre du Conseil national

Objet : Rendre le pouvoir aux adhérents

Texte de l'amendement

En lieu et place du paragraphe intitulé « Organisation des votes du Congrès » insérer le texte suivant :

1. « Le choix de nos orientations politiques, comme celui de nos dirigeants et de nos candidats, appartient aux adhérents du Parti socialiste et aux électrices et électeurs de gauche que le Parti socialiste aura souhaité associer à ses décisions. Il ne peut être confisqué par des « courants » dont la seule vocation doit être de contribuer au débat d'idées, à l'élaboration de nos propositions. Les dispositions qui suivent ont pour objet de renforcer le rôle des adhérents à travers le vote direct qui est introduit dans l'ensemble du fonctionnement du parti.

2. Afin de garantir l'application de ces principes, le scrutin majoritaire est substitué partout à la représentation proportionnelle. Le/La Premier-e secrétaire est élu-e directement par les adhérents avant le congrès. Les délégués au congrès sont élus librement et directement à l'échelle de chaque fédération. Le Conseil national est élu lors du congrès sur la base d'une liste présentée par le/la Premier-e secrétaire. Les candidatures individuelles sont libres et le vote préférentiel possible. Ce qui signifie que chaque délégué peut modifier l'ordre de présentation de la liste présentée par le/la Premier-e secrétaire ou élire un autre candidat que celui figurant sur celle-ci.

3. Le congrès du Parti socialiste a un double objet : après les élections nationales, tirer les conséquences de ces scrutins et élire son/sa Premier-e secrétaire, celui-ci/celle-ci devant remettre en jeu à ce moment son mandat. Avant les présidentielles, investir son candidat et arrêter son programme. Dans l'intervalle se tient chaque année à la rentrée de septembre une conférence nationale comportant un délégué par section et chargée d'arrêter les positions que défendront le Parti socialiste et les groupes parlementaires pour l'année à venir.

4. Parallèlement, des conventions thématiques sont régulièrement organisées. Le principe des motions est abandonné. Une commission du programme où sont représentées les sensibilités (définies comme des groupes bénéficiant du soutien authentifié d'au moins 5% des adhérents) est chargée d'élaborer des propositions soumises au vote des militants sur les différents chapitres du projet socialiste (défense, santé, etc.). Contrairement à ce qui est trop souvent arrivé par le passé, le droit d'amendement de chaque membre du Conseil national ou d'un groupe de militants représentant 5% des inscrits ou de chaque fédération, est garanti. Chaque texte est amendable et soumis au vote direct des adhérents. Les conventions arrêtent ensuite le contenu définitif du document.

5. En conséquence de l'adoption de cet amendement, toutes les autres dispositions faisant référence à la proportionnelle ou qui seraient contradictoires avec celui-ci sont écartées ».

Voici la réponse d'Arnaud Montebourg : « Gaëtan Gorce a défendu un amendement prônant la suppression des courants. Je dois dire d'ailleurs que la logique avec laquelle il s'exprime avec constance depuis longtemps a pu s'exprimer dans ce Conseil national. Il est vrai qu'il n'est pas tout à fait dans le cadre du mandat fixé par les camarades militants. Ils nous ont demandé, dans la mutation du Parti socialiste, dans la naissance du nouveau parti, de respecter à la fois

l'efficacité majoritaire, cet amendement y pourvoit, mais en même temps, ils nous ont demandé de respecter la tradition pluraliste que représente la proportionnelle, cet amendement n'y pourvoit plus. C'est pourquoi je proposerai que nous rejetions l'amendement de Gaëtan Gorce dans un vote ultérieur et divisé du texte complet ».

L'amendement a été soumis au vote (Un pour, 3 abstentions, 168 contre).

« Mes chers camarades,

Élu depuis un an et demi dans notre Conseil national, je porte ici la voix de plus de 2 000 militants qui grâce à la coopol ont produit collectivement plusieurs amendements pour rénover notre parti.

Avec Colette Gros, nous avons décidé de présenter devant vous ce travail en commun. Le collectif Grand Projet Socialiste (GPS) est une réunion de militants qui par delà les motions ont décidé d'aider la Commission de la rénovation et son animateur Arnaud Montebourg à mener notre rénovation jusqu'au bout. Nous reconnaissons, bien sûr, l'ampleur du travail accompli et la démonstration du courage politique que révèle le texte qui nous est soumis ce soir. Notre action s'inscrit dans une dynamique constructive en proposant ces amendements qui demandent deux avancées potentielles oubliées.

Tout d'abord nous voulons rénover notre pratique démocratique dans la mise

en œuvre de nos Conventions. En effet, nous ne voulons plus d'un parti qui demande à ses militants de ratifier des textes auxquels ils n'ont pas réellement pu contribuer. Les amendements votés en sections ou en fédérations ne doivent plus être censurés par les commissions des résolutions mais au contraire faire l'objet d'un vote dans les conventions fédérales ou nationales en toute connaissance de cause, c'est-à-dire après une diffusion des différents amendements aux membres des conventions fédérales ou nationales au moins deux semaines avant la date de la Convention. Nous voulons par ailleurs que 5 000 militants puissent demander l'organisation d'une Convention sur un thème précis.

Deuxième point, nous demandons la mise en place d'une motion des indépendants à même de reconnaître à ceux qui, pour des raisons diverses, ne se retrouvent pas dans une motion, de pouvoir contribuer à la vie politique de notre parti dans l'ensemble de ses instances ».

Voici la réponse d'Arnaud Montebourg aux propositions du groupe GPS : « Je voudrais vous faire part d'une initiative passionnante et positive. Il s'agit d'un groupe constitué sur la coopol, un groupe intitulé GPS (histoire de se retrouver dans le socialisme). Un certain nombre de camarades ont apporté des amendements, ils m'ont demandé de les porter à la tribune ne souhaitant pas eux-mêmes le faire, et ils s'exprimeront dans L'Hebdo des socialistes. Ils ont fait part de l'absence ou de l'insuffisance de fonctionnement démocratique permettant de remonter les amendements de la base dans le processus de nos Conventions, et ont souhaité nous dire qu'ils souhaitaient modifier ces règles. Je veux leur dire que cela pourra faire partie en effet

des ajustements, des éléments de mise en œuvre lorsque nous allons travailler sur les statuts. L'autre point, et c'est un point significatif de l'atmosphère dans laquelle nous vivons ensemble, ils ont dit qu'ils souhaitaient qu'il soit possible, quand on n'est pas affilié à un courant, de pouvoir s'organiser en étant non aligné sur les motions et les courants, pour pouvoir exprimer des positions, sans demander d'ailleurs des positions de pouvoir dans le parti, ou en tout cas d'actions, de responsabilités dans le parti. C'est significatif de la façon dont aujourd'hui sont vécues un certain nombre de discussions. Je remercie ces camarades d'avoir contribué. Je les recevrai pour travailler à la suite de leurs efforts ».

Conclusion d'Arnaud Montebourg



« Chers camarades, chers amis, d'abord je veux remercier l'ensemble des orateurs et les sentiments positifs qui ont pu être sentis, qui ont fait preuve d'enthousiasme et ont pu montrer, et je crois entre nous, dans nos débats, mais aussi à l'extérieur, que nous sommes en train de vivre des mouvements et des moments importants de transformation profonde de ce que nous sommes.

Je veux remercier chacun des contributeurs, et je résumerai finalement nos travaux de la manière suivante : nous n'avons lâché sur aucun principe, nous n'avons pas lâché les militants qui nous ont donné des mandats clairs, précis et impératifs. Nous avons respecté l'ensemble des choix qui avaient été les leurs. Pas de renoncement, quelques ajustements pour assurer que le parti ensemble, dans sa diversité, de ses trajectoires, de ses opinions, de ses sensibilités puisse faire arriver à bon port l'œuvre collective de rénovation.

Je veux dire un mot de ceux qui commencent à gloser sur la nature de ce que nous sommes en train de réaliser : V^e République bis, préfiguration de la VI^e. Une chose est certaine : nous avons compris les failles dans lesquelles nous avons chuté à plusieurs reprises, voilà vingt-cinq ans que nous n'avons pas gagné une élection présidentielle. Nous avons aussi assimilé la dangerosité de la période Sarkozy extrêmement cruelle de ce qu'est

ce même régime. Nous savons aussi anticiper en démocratisant ce système, rien que par l'application de lois que le parti se donne pour lui-même et ceux qui l'écoutent et l'entendent. C'est une évolution et une avant-garde vers un autre chose. Cette évolution-là, préfigure, c'est vrai, la refondation de notre système politique qui est un des grands chantiers sur lesquels nous aboutirons en 2012.

Je voudrais remercier chaleureusement Martine Aubry pour le travail, la ténacité, l'opiniâtreté et la façon dont elle a su convaincre tout le monde, ainsi que l'ensemble des camarades qui se sont unis autour de ce travail pour ce grand changement dans lequel nous allons maintenant nous engager.

Des dizaines de milliers de bureaux de vote, des gens, des sympathisants, nous allons devoir aussi mobiliser la population pour mettre en mouvement la société. Ce ne sont pas que des slogans, c'est aussi une évolution des pratiques politiques. À la Convention que nous allons réunir au début du mois de juillet, nous ouvrirons l'ensemble de ces propositions aux nouvelles pratiques. David Assouline y travaille déjà. Ce sera l'occasion d'ouvrir le chantier de ce grand nouveau Parti socialiste qui s'apprête à ouvrir un nouveau cycle politique pour la France et pour l'Europe ».

Résultat du vote du texte

Pour : 170
Contre : 3
Abstention : 0



Universités d'été 2010

Le PS et le MJS débarquent à La Rochelle !

Pourquoi ?

Pour se former, échanger, se rencontrer et confronter les points de vue à ceux d'intervenants extérieurs, issus du monde syndical, artistique, intellectuel ou scientifique :

- ▶ Des séances plénières
- ▶ 8 ateliers formation
- ▶ 18 ateliers-débats
- ▶ Le festival du film politique

Quand, où ?

Du vendredi 27 au dimanche 29 août.
C'est la rentrée politique du Parti socialiste et du Mouvement des jeunes socialistes.

À l'espace Encan et dans différents lieux de la ville.

Quoi de neuf cette année ?

Des rencontres « carte-blanche » organisées en ville pour aborder la politique sous un angle différent avec des invités venus de différents univers.

Des manifestations culturelles, des conférences sur la science ou la création artistique.

La librairie : forte de son succès de l'année dernière, la librairie verra sa superficie multipliée par deux, grâce notamment aux coups de cœur littéraires de nos responsables politiques.

Comment s'inscrire ?

Dès maintenant, réservez votre place en ligne sur parti-socialiste.fr/universite-dete (paiement sécurisé par carte bleue), ou renvoyez-nous le bulletin ci-dessous dûment complété et accompagné d'un chèque de règlement.

Bulletin d'inscription

Nom

Prénom

Adresse

.....

code postal

Ville

email

Tél

- Tarif participant-e : 75€ (buffet du samedi midi + repas festif du samedi soir)
- Tarif participant-e : 50€ (sans repas)

Bulletin d'inscription à retourner au Parti socialiste, - La Rochelle, 10 rue de Solférino - 75333 Paris cedex 07 - secteur Fédérations accompagné du chèque à l'ordre du Parti socialiste

Pour tout renseignement sur les inscriptions contacter le secteur fédérations au 01 45 56 75 18 - federations@parti-socialiste.fr

Inscrivez-vous aussi en ligne sur parti-socialiste.fr/universite-dete



La Rénovation

Primaires - Renouveau - Parité - Diversité

Plan d'accès de la Convention nationale du 3 juillet 2010

Carrousel du Louvre - Paris

Métro
Ligne 1 et 7,
station Palais
Royal-Musée
du Louvre

Bus
Lignes 21, 27,
39, 81 ou 95,
station
Palais Royal

Parking
620 places



La Rénovation
Primaires - Renouveau - Parité - Diversité

Vote le 24 juin 2010
de 17 à 22h

Bulletin de vote

sur le texte adopté par
le Conseil national du 8 juin 2010

Oui

Non

Abstention